

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 21

**ACQUISITION AMIABLE D'UN BIEN EN TOTALITE
15 RUE ANATOLE FRANCE**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

ACQUISITION AMIABLE D'UN BIEN EN TOTALITE 15 RUE ANATOLE FRANCE
--

Madame VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, nous fait connaître, par Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 3 octobre 2011, son intention de céder son bien sis 15 rue Anatole France, cadastré section T n° 91, au prix de 767 000 euros, ce, non compris une commission d'agence à la charge de l'acquéreur d'un montant de 38 000 euros.

Il s'agit d'un immeuble en totalité libre de toute occupation ou location, d'une surface utile déclarée de 210 m².

Par arrêté du 1^{er} décembre 2011, la Ville de Puteaux exerce son Droit de Préemption au prix de la déclaration après AVIS de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 29 novembre 2011.

Toutefois, une des motivations de cet arrêté à savoir qu'un équipement public envisagé sur le site de l'ancienne gendarmerie est susceptible de ne pas se réaliser.

Alors les deux parties se sont rapprochées et ont convenues de réaliser cette acquisition sous la forme amiable dans les mêmes conditions et selon le même prix.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver l'acquisition amiable par la Ville de Puteaux du bien de Madame VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, constitué d'un immeuble en totalité libre de toute occupation ou location, sis 15 rue Anatole France au prix de 767 000 euros plus commission d'agence de 38 000 euros,
- Autoriser le Maire à signer tout acte afférent à cette affaire.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 210-1 et suivants et L 300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L 1112-3,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner souscrite par l'étude notariale GERACI-REBOUX, représentant Madame VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, reçue en Mairie le 3 octobre 2011, concernant la vente au prix de SEPT CENT SOIXANTE SEPT MILLE EUROS (767 000 euros) en ce non compris une commission d'agence à la charge de l'acquéreur d'un montant de 38 000 euros : d'un immeuble en totalité libre de toute occupation ou location, d'une surface utile déclarée de 210 m², situé 15 rue Anatole France, cadastré section T n° 91,

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 29 novembre 2011,

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 23 mars 2012,

Considérant que la ville de Puteaux est déjà propriétaire des terrains bâtis mitoyens, cadastrés section T n° 90 et 82 situés 15bis rue Anatole France et 102bis rue de la République

Considérant que les conditions de l'acquisition ont évoluées et que les deux parties sont d'accord pour conclure amiablement,

Le Conseil,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve l'acquisition amiable par la Ville de Puteaux du bien de Madame VANDEN-BLECKEN, veuve ORLIANGE, constitué d'un immeuble en totalité libre de toute occupation ou location, sis 15 rue Anatole France au prix de 767 000 euros plus commission d'agence de 38 000 euros,

ARTICLE 2 :

Autorise le Maire à signer tout acte afférent à cette affaire.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 22

**ACQUISITION AMIABLE D'UN FONDS
DE COMMERCE « GARAGE DES BERGERES »
138 AVENUE DU PRESIDENT WILSON**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

13 mars 2012

<p>ACQUISITION AMIALE D'UN FONDS DE COMMERCE GARAGE DES BERGERES SITUE 138 AVENUE DU PRESIDENT WILSON (FUTURE ZAC CHARCOT)</p>

Fin octobre 2011, Madame HENRIQUES fait savoir par Déclaration Préalable son intention de céder au mécanicien salarié de l'entreprise, le fonds de commerce du GARAGE DES BERGERES situé 138 avenue du président Wilson.

Ce bien étant situé en future ZAC CHARCOT, les deux parties se rapprochent pour convenir d'une cession amiable avec reprise dans l'effectif communal du salarié mécanicien.

Le fonds de garage est estimé par les services fiscaux au prix de 123.500 € par avis en date du 19 décembre 2011.

Le prix est accepté par la gérante par courrier en date du 15 février 2012.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider l'acquisition amiable du fonds de commerce GARAGE DES BERGERES appartenant à Madame HENRIQUES, situé 138 avenue du président Wilson, construit sur la parcelle cadastrée section H n°163 d'une superficie de 203 m² environ, au prix de CENT VINGT TROIS MILLE CINQ CENT (123.500 €).
- De prendre en charge le contrat du salarié mécanicien.
- De prendre en charge les frais notariés liés à cette acquisition.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition et à signer tout acte y afférent.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-1, L. 300-2, L.311-1 à L.311-8 et R.311-1 à R.311-12,

Vu le Décret N°58-815 du 9 septembre 1958 portant création de l'Établissement Public pour l'Aménagement de la Région dite de la Défense, publié au Journal Officiel du 10 septembre 1958 ;

Vu les décrets modificatifs N° 69-193 du 27 février 1969, n° 69-379 du 24 avril 1969, n° 88-186 du 24 février 1988, n° 92-1365 du 29 décembre 1992 et n° 2006-1317 du 27 octobre 2006, n° 2007-1871 du 26 décembre 2007,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2001 approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols partiel n° 1 de Puteaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2002 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Puteaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 février 2008 approuvant le dossier de modification n° 3 du POS partiel N° 1 de Puteaux,

Vu la loi n° 2007-254 du 27 février 2007 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le Périmètre de l'Opération d'Intérêt National de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense ;

Vu le décret n°2007-1222 du 20 août 2007 pris en application de la loi n° 2007-254 du 27 février 2007 et de son annexe portant sur les orientations générales d'urbanisme applicable dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National du quartier de La Défense et énonçant en particulier « l'enjeu résidentiel fort » que constitue « le secteur des Bergères » ;

Vu les courriers du Directeur Général de l'EPAD en dates du 15 janvier et 12 mars 2009 sollicitant l'avis de la Ville de Puteaux sur les objectifs et les modalités de concertation préalable à la création d'une ZAC dénommée « ZAC Charcot » sur le secteur nord du rond-point des Bergères,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2009 donnant un avis favorable aux objectifs poursuivis ainsi qu'aux modalités de concertation préalable à la création de la ZAC Charcot,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2009 décidant de déléguer à l'EPAD l'exercice du Droit de Prémption Urbain aux aliénations et cessions pouvant intervenir dans le périmètre d'études de la future ZAC Charcot,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2010 désignant l'Atelier Xavier Bohl en tant que maîtrise d'œuvre AVP en charge de l'élaboration du projet de la ZAC des Bergères et notamment du dossier de réalisation,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 8 avril 2011 arrêtant le Plan local d'Urbanisme,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'EPADESA, en date du 10 juin 2011 approuvant les conditions d'une cession amiable par l'EPADESA, des biens immobiliers en sa possession, situés dans le périmètre du projet de ZAC Charcot, au profit de la Ville de Puteaux et la renonciation de l'EPADES A au droit de préemption,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2011, approuvant le principe d'acquisition amiable des biens immobiliers appartenant à l'EPADESA dans le périmètre du projet de ZAC CHARCOT,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine (service France Domaine) en date du 19 septembre 2011,

Vu le courrier de la gérante reçu en mairie le 17 février 2012, Madame HENRIQUES, donnant son accord pour une vente amiable du fonds de commerce GARAGE DES BERGERES,

Vu le rapport établi par la Direction Générale le 13 mars 2012,

Considérant que la Ville est disposée à intégrer le mécanicien dans l'effectif communal,

Entendu l'exposé du Maire,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Approuve l'acquisition amiable par la Ville d'un fonds de commerce GARAGE DES BERGERES en totalité, appartenant à Madame HENRIQUES au prix de CENT VINGT TROIS MILLE CINQ CENT EUROS (123.500 € HT), situés dans le périmètre d'étude de la ZAC CHARCOT sis 138 avenue du président Wilson.

ARTICLE 3 :

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition et à signer tout acte y afférent.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 23

**ACQUISITION AMIABLE D'UN NIVEAU DE PARKING
57 RUE PASTEUR**

Rapport de la Direction Générale

ACQUISITION AMIABLE DE 15 BOXS 57 RUE PASTEUR RESIDENCE VILLAS BERGERES
--

La Ville de Puteaux souhaite réaliser un passage piéton paysagé entre la rue des Bas Rogers et la rue Pasteur sur des propriétés communales cadastrées H° 93, H n°148 et H°95.

Au 51 rue Pasteur, sont édifiés 15 boxes de 13 m² chacun loués à des particuliers et un pavillon, cadastrés H n°93, étant dans un état vétuste et délabré.

Afin de permettre la réalisation de ce passage, il est nécessaire de retrouver au moins l'équivalent en places de stationnement.

A cette fin, la Ville envisage l'acquisition amiable de 15 places de parkings boxées, cadastrés H n°85, livrées début 2013, libres de toute occupation ou location, et situées au second sous-sol dans l'opération en cours de construction dénommée « Villas Bergères » sise 57 rue Pasteur.

Par avis en date du 2 mars 2012, la Direction Départementale des Finances Publiques (service France Domaines) a estimé la valeur vénale de la place boxée à 17.063 € HT.

Par courrier du 22 mars 2012, la SARL FIP a accepté l'offre faite par la Ville de Puteaux, soit 264.045 € HT.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider l'acquisition amiable à la SARL FIP, qu'au nom de tous ses ayants droit, de 15 boxes (numéros 2 à 12 et 20 à 23 sur le plan ci-joint), libre de toute occupation ou location, de l'opération « Villa Bergères » situés 57 rue Pasteur, au prix de 264.045 € HT, soit 17.063 € HT la place.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition, et à signer tout acte afférent à cette affaire.
- D'engager les frais d'actes notariés à la charge de Ville de Puteaux.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la circulaire interministérielle du 12 février 1996 relative aux ventes immobilières des collectivités locales,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques (service France Domaines) en date du 2 mars 2012, ci-annexé,

Vu le courrier en date du 22 mars 2012 de la société SARL FIP acceptant le prix d'acquisition,

Vu les échanges de courriers entre la Ville et la SARL FIP, ci-annexés,

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 13 mars 2012,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Décide l'acquisition amiable de la SARL FIP, qu'au nom de tous ses ayants droit, de 15 boxes (numéros 2 à 12 et 20 à 23 sur le plan ci-joint), libres de toute occupation ou location, de l'opération « Villa Bergères » situés 57 rue Pasteur, au prix de 264.045 € HT.

ARTICLE 2 :

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition, et à signer tout acte afférent à cette affaire.

ARTICLE 3 :

D'engager les frais d'actes notariés à la charge de Ville de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 24

ACQUISITION D'ŒUVRE D'ART

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

ACQUISITION D'UNE AFFICHE DE DION BOUTON

La Ville de Puteaux souhaite acquérir une affiche relative aux activités de De Dion-Bouton, à la suite d'une vente aux enchères organisée par NERET – MINET ET TESSIER.

L'acquisition de cette œuvre permettra d'enrichir les collections municipales, en vue de l'ouverture prochaine d'un musée.

Cette affiche d'une dimension de 129 cm x 93.5 cm a sa reproduction sur une Maison de Puteaux à l'angle des rues Bourgeoise et Voltaire.

Il est donc proposé au Conseil Municipal la décision suivante :

- L'acquisition d'une affiche intitulée *Populaires De Dion Bouton* pour la somme de trois mille quatre vingt dix huit euros.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget de l'exercice 2012 ;

Vu le rapport de la Direction Générale des Services;

DÉLIBÈRE

Article 1 : Décide l'acquisition d'une affiche intitulée *Populaires De Dion Bouton* pour la somme de trois mille quatre vingt dix huit euros.

Article 4 : Autorise le Maire à procéder à cette acquisition.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 25

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA SOCIETE
D'ART MUSICAL « LES SAISONS » ET AVENANT A
LA CONVENTION D'OBJECTIFS**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Société d'Art Musical Les Saisons

L'association Société d'Art Musical Les Saisons développe un partenariat en vue de créer un ensemble vocal associé au Conservatoire Municipal. Un projet pédagogique a été élaboré visant à organiser un échange pédagogique entre les élèves du conservatoire et l'ensemble vocal déjà existant.

C'est ainsi que six élèves adultes seront autorisés à participer chaque année aux répétitions et concerts de l'association. L'organisation des concerts et spectacles sera régie par un contrat de coréalisation annexe.

Un acompte de 5 000 € a déjà été versé à l'association Société d'Art Musical Les Saisons, dans le cadre juridique d'une convention d'objectifs signée entre la ville et l'association.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le montant du 2ème versement de la subvention à destination de l'association, au titre de la saison 2011/2012.

Ce deuxième versement d'un montant de 10 800 € sera réalisé au cours du premier semestre 2012.

Le deuxième versement a fait l'objet d'un arbitrage et a été déterminé en fonction des critères fixés par la convention d'objectifs.

Les crédits sont inscrits au projet de budget primitif 2012, chapitre 65 – compte 6574.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de dix mille huit cents euros (10 800 €) à l'association Société d'Art Musical Les Saisons.
- D'approuver le projet d'Avenant à la convention d'objectifs conclue entre la Ville et l'association.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet du budget primitif 2012,

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement formulée par l'association Société d'Art Musical Les Saisons, au titre de la saison 2011/2012,

Vu la délibération n° 1540 en date du 16 décembre 2011 approuvant la convention d'objectifs passée entre la Ville de Puteaux et ladite association,

Considérant qu'il y a lieu de modifier par avenant ladite convention d'objectifs,

Vu le projet d'avenant n°1 joint à la délibération,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Autorise Madame le Maire ou son représentant légal, à signer avec l'association Société d'Art Musical Les Saisons, l'avenant n°1 modifiant l'article 6 (Partenariat financier) de la convention d'objectifs susvisée.

Article 2 : Le solde de la subvention pour la saison 2011/2012 est fixé à dix mille huit cents euros (10 800 €) soit un montant total de quinze mille huit cents euros (15 800 €).

Article 3 : Le solde de la subvention 2011/2012 sera versé au cours du premier semestre 2012 auprès de l'association Société d'Art Musical Les Saisons. Ladite association a son siège au 15 rue Charles Lorilleux 92800 Puteaux, elle est déclarée à la Préfecture des Hauts-de-Seine depuis le 29 mars 1988 et publiée, le 24 avril 1988 sous le n° 27014215.

Article 4 : La dépense fera l'objet d'une inscription au budget primitif 2012, sur le chapitre 65 et le compte 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION
SOCIETE D'ART MUSICAL LES SAISONS

Entre :

La Ville de Puteaux, représentée par son Maire, Madame Joëlle CECCALDI – RAYNAUD,

d'une part,

ET,

L'association « Société d'Art Musical Les Saisons » déclarée en Préfecture, dont le siège social est 15 rue Charles Lorilleux à Puteaux (92 800), représentée par son Président en exercice Monsieur Jean-François MARTRE dûment habilité..

d'autre part,

ARTICLE 1 :

Il est décidé de modifier l'article 6 « Partenariat financier » de la convention d'objectifs en vigueur comme suit :

« Article 6 »

La Ville a procédé à un premier versement de cinq mille euros (5 000 €) au cours du dernier trimestre 2011.

Le montant définitif de la subvention a été déterminé en application de l'article 6 de ladite convention, en fonction des besoins de l'association, de sa trésorerie, de son effort de financement hors subventions publiques, de ses effectifs, et de l'utilité sociale de l'association. Il s'établit à quinze mille huit cents euros (15 800 €)

Le deuxième versement représentant le solde s'élève à dix mille huit cents euros (10 800 €) et interviendra au cours du premier semestre 2012.

ARTICLE 2 :

Les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à Puteaux, le.....

Pour la Ville,

Pour l'Association

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 26

**AUTORISATION DU MAIRE OU SON
REPRESENTANT A SIGNER UNE CONVENTION
D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE DES
LOCAUX DE LA GRANDE ARCHE AU PROFIT DE
L'EPADESA**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

AUTORISATION DU MAIRE OU DE SON REPRESENTANT A SIGNER UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE AU PROFIT DE L'EPADESA POUR LE LOCAL DE LA GRANDE ARCHE

Dans le cadre d'un bail emphytéotique de 99 ans à compter du 26 Mai 1989, la Ville de Puteaux, dispose d'un local d'environ 250 m² situé au 25^{ème} étage de l'extrémité Est de l'aile Sud de la Grande Arche, et soumis aux règles de sécurité lié aux Immeubles de Grande Hauteur (I.G.H).

L'E.P.A.D.E.SA s'est rapprochée de la Ville de Puteaux afin de convenir d'une mise à disposition de ces locaux à destination d'un hall d'exposition dans le cadre d'une convention précaire et révocable ;

Vu l'estimation de la valeur locative établi par le service des Domaines,

Les principales conditions de cette convention de mise à disposition précaire et révocable sont :

- Redevance d'occupation annuelle à hauteur de 40 000 Euros (Hors Taxe) indexée
- Durée d'un an renouvelable par demande expresse
- Autorisation des travaux nécessaires à l'activité de hall d'exposition
- Prise d'effet de la Convention sous un mois à compter du caractère exécutoire de la présente délibération

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'E.P.A.D.E.S.A à occuper les locaux au 25^{ème} étage de la Grande Arche pendant une période d'une année sous réserve que le preneur respecte les conditions de sécurité propre à l'I.G.H
- de fixer le montant de la redevance annuelle d'occupation à la somme de 40 000 Euros Hors Taxe.
- de réévaluer de manière annuelle la redevance d'occupation en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction
- d'autoriser l'EPADESA à solliciter par courrier recommandé, un mois avant la fin de la mise à disposition, le renouvellement de la présente Convention.
- d'autoriser l'E.P.A.D.E.S.A à réaliser à ses frais tous les travaux d'entretien, de rénovation de ses locaux nécessaires à l'activité d'exposition pendant toute la durée de l'occupation ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que, dans le cadre d'un bail emphytéotique de quatre-vingt-dix-neuf ans, la Ville de Puteaux a fait l'objet d'une remise gracieuse d'un local de 250 m² environ situé au 25^{ième} étage à l'extrémité Est de l'aile Sud de la Grande Arche,

Vu l'estimation de la valeur locative de France Domaine,

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 3 Avril 2012,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Autorise l'E.P.A.D.E.S.A à occuper les locaux au 25^{ième} étage de la Grande Arche pendant une période d'une année sous réserve que le preneur respecte les conditions de sécurité propre à l'Immeuble de Grande Hauteur(I.G.H), avec prise d'effet sous un mois à compter du caractère exécutoire de la présente délibération

ARTICLE 2 :

Fixe le montant de la redevance annuelle d'occupation à hauteur de 40 000 Euros Hors Taxe. Ce montant sera réévalué de manière annuelle en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction

ARTICLE 3 :

Fixe que le renouvellement de la présente Convention de mise à disposition fera l'objet d'une demande expresse par le preneur par lettre recommandée un mois avant la fin de la mise à disposition.

ARTICLE 4 :

Autorise l'E.P.A.D.E.S.A à réaliser à ses frais tous les travaux d'entretien, de rénovation de ses locaux nécessaires à l'activité d'exposition pendant toute la durée de l'occupation ;

ARTICLE 5 :

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 27

**FIXATION D'UN TARIF
POUR LES COURS DE TANGO**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

FIXATION DU TARIF POUR DES COURS DE TANGO

Au cours de l'été 2011, la Ville a organisé sur la place de l'Hôtel de Ville 5 milongas. Ces soirées, au cours desquelles les participants dansent le Tango argentin, ont réuni 600 personnes.

Devant le succès remporté, il est proposé de réitérer cette opération cet été et d'en fixer le tarif puisqu'il est habituel, dans les autres villes qui organisent ce genre de bals, de fixer une participation financière.

Il est proposé au Conseil municipal de fixer un tarif de 10 euros par personne et par séance.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il y a lieu de fixer le tarif pour les démonstrations et bals de Milongas proposés au public de Puteaux,

Vu le rapport ci-dessous annexé,

DELIBERE

ARTICLE 1 : Le tarif pour la participation aux démonstrations et bals de Milongas est fixé à 10 € (dix euros) par personne et par séance.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 28

**CREATION DE TARIFS POUR LE RESTAURANT
MUNICIPAL**

Rapport de la Direction Générale

CREATION DE TARIFS POUR LE RESTAURANT MUNICIPAL

Le restaurant municipal le « 67 » connaît un important succès auprès des agents. La fréquentation du restaurant a augmenté de l'ordre de 20 % depuis son ouverture.

Pour répondre favorablement à l'attente des agents, un droit d'entrée pour les invités des agents doit être créé. Ainsi, les personnes extérieures invitées s'acquitteront d'un droit forfaitaire d'accès de six euros (6,00 €), qui se cumulera à la tarification déjà existante. Le cout moyen pour un repas d'un invité s'établira ainsi à environ 10 euros.

Par ailleurs, le renouvellement du porte-monnaie électronique (carte cantine) permettant d'accéder au restaurant sera facturé à hauteur de quatre euros (4,00 €) en cas de perte ou de casse de celui-ci.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création de ces deux nouveaux tarifs.

PROJET

LE CONSEIL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 1416 en date du 5 juillet 2011 portant fixation des tarifs des repas dans le restaurant municipal,

Considérant qu'il y a lieu de fixer des tarifs complémentaires afin de permettre aux agents bénéficiant du droit d'accès au restaurant municipal le « 67 » d'inviter un proche ou autre,

Considérant que le renouvellement du porte-monnaie électronique (carte cantine) permettant l'accès au restaurant le « 67 » sera facturé au prix de quatre euros (4,00 €), en cas de perte ou de casse de celui-ci,

DELIBERE

Article 1 : A compter du lundi 30 avril 2012, les tarifs suivants viendront compléter la grille tarifaire déjà existante du restaurant le « 67 » :

- | | |
|--|--------|
| - Droit d'accès invité | 6,00 € |
| - Renouvellement du porte-monnaie électronique | 4,00 € |

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 29

**FIXATION DES TARIFS DES DROITS DE PLACE SUR
LES MARCHES FORAINS ET DU TARIF
D'ABONNEMENT FORFAITAIRE POUR LE
STATIONNEMENT DE VEHICULES DES
COMMERCANTS DU MARCHE CHANTECOQ**

**FIXATION DES TARIFS DES DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES
ET DU TARIF D'ABONNEMENT FORFAITAIRE POUR LE STATIONNEMENT DES
VEHICULES DES COMMERCANTS DU MARCHÉ CHANTECOQ**

1- Fixation des tarifs des droits de place dans les marchés

Les droits de place perçus sont assimilés à une taxe (Article 2331-3 du code des collectivités territoriales) et soumis de ce fait à la décision du Conseil Municipal.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs des droits de place des Marchés Forains comme ci-dessous :

COMMERCANTS ABONNES

- 2,25 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,35 euros le mètre d'angle,
- 1,35 euros la table de service.

COMMERCANTS NON-ABONNES

samedi et dimanche

- 2,85 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 4,25 euros le mètre d'angle,
- 1,65 la table de service.

mercredi et jeudi

- 2,00 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,00 euros le mètre d'angle,
- 1,65 la table de service.

DEMONSTRATEURS

- 3,00 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,90 euros le mètre d'angle.

Cette revalorisation s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2012.

2-Fixation du tarif d'abonnement forfaitaire pour le stationnement des véhicules des commerçants du marché

Les commerçants du marché Chantecoq stationnent leur véhicule sur les emplacements des parkings situés près du marché le jeudi et dimanche matin de 5h30 à 13h30, soit sur les places situées Allée du Marché, soit au Parking de l'Hôtel de Ville, soit au Parking du Marché. Une participation financière leur est demandée pour cette occupation.

Il est proposé au conseil municipal de réviser cette participation financière et de la porter à 35 euros par trimestre au lieu de 27,44 euros actuellement, à compter du 1^{er} juillet 2012.

PROJET

Le Conseil ;

Vu le code des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération en date du 4 juin 2004 reconduisant les tarifs des droits de place sur les marchés,

Vu le rapport de présentation ci annexé,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les tarifs des droits de place des marchés forains,

Vu le rapport ci-annexé

DELIBERE

Article 1^{er} : les tarifs des droits de place des marchés forains sont fixés comme suit :

COMMERCANTS ABONNES

- 2,25 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,35 euros le mètre d'angle,
- 1,35 euros la table de service.

COMMERCANTS NON-ABONNES

samedi et dimanche

- 2,85 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 4,25 euros le mètre d'angle,
- 1,65 la table de service.

mercredi et jeudi

- 2,00 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,00 euros le mètre d'angle,
- 1,65 la table de service.

DEMONSTRATEURS

- 3,00 euros le mètre linéaire d'étalage,
- 3,90 euros le mètre d'angle.

Article 2 : Cette revalorisation s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2012.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

Le Conseil,

Vu le code des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté en date du 23 Janvier 2003 reconduisant le tarif d'abonnement forfaitaire de stationnement des véhicules des commerçants du marché Chantecoq,

Vu le rapport de présentation ci annexé,

Considérant qu'il y a lieu de fixer ledit tarif,

Vu le rapport ci-annexé

DELIBERE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} Juillet 2012, le tarif d'abonnement forfaitaire de stationnement des véhicules des commerçants du marché Chantecoq est fixé comme suit :

- 35 euros par trimestre payable d'avance

pour le stationnement des véhicules des commerçants du marché Chantecoq uniquement le jeudi et dimanche matin (jours de marché) de 5h30 à 13h30 soit dans l'Allée du marché, soit au Parking de l'Hôtel de Ville, soit au Parking du Marché.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 30

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION COMITE
DES HAUTS-DE-SEINE DE LA LIGUE NATIONALE
CONTRE LE CANCER DANS LE CADRE
DE LA 26^{ème} EDITION DE L'OPERATION « NAGER A
CONTRE CANCER »**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

**Attribution d'une subvention de fonctionnement
à l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer
dans le cadre de la 26^{ème} édition de l'opération « Nager à contre cancer »**

L'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer a proposé pour la vingt-sixième édition, au travers de son opération nationale « Nager à contre cancer », une collecte de fonds.

Les fonds récoltés à l'issue de cette 26^{ème} édition serviront au financement des services de cancérologie pédiatrique.

A cette occasion, la Ville de Puteaux a souhaité participer au mouvement de solidarité nationale par le biais d'une aide financière de 3 272,50 euros en reversant sous forme de subvention auprès de l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer la recette des entrées de la piscine du Palais des Sports de l'Île de Puteaux encaissée dans la journée du 18 mars 2012 correspondant à 451 entrées.

Dans le cadre de la manifestation « Nager à contre cancer », le droit d'entrée à la piscine du Palais des Sports de l'Île de Puteaux pour le dimanche 18 mars 2012 est resté inchangé.

Les crédits sont inscrits au projet de budget primitif 2012, chapitre 65 – compte 6574.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de 3 272,50 euros à l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer au titre de la 26^{ème} édition de la manifestation « Nager à contre cancer ».

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'action d'intérêt général proposée par l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant que la Ville a souhaité participer à la 26^{ème} édition de la manifestation « Nager à contre cancer », en reversant la totalité des recettes liées aux entrées de la piscine du Palais des Sports de l'Ile de Puteaux de la journée du 18 mars 2012 ;

Vu le rapport de la Direction Générale ;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de 3 272,50 euros est attribuée à l'association Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Nationale Contre le Cancer au titre de l'organisation de la 26^{ème} édition de l'opération « Nager à contre cancer ».

ARTICLE 2 : La dépense fait l'objet d'une inscription au projet de budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 31

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION UNICEF
France DANS LE CADRE DE LA NUIT DE L'EAU**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association UNICEF France dans le cadre de la Nuit de l'Eau.

L'association UNICEF France en partenariat avec la Fédération Française de Natation a proposé une collecte de fonds pour la cinquième édition de son opération nationale la Nuit de l'Eau,.

Les fonds récoltés à l'issue de cette 5^{ème} édition serviront au financement d'aides visant à améliorer l'accès à l'eau potable.

A cette occasion, la Ville de Puteaux a souhaité participer au mouvement de solidarité nationale par le biais d'une aide financière en reversant sous forme de subvention auprès de l'association UNICEF FRANCE la recette des entrées de la piscine du Palais des Sports encaissée le samedi 31 mars 2012 de 19h00 à minuit.

Dans le cadre de la manifestation « La Nuit de l'Eau », le droit d'entrée à la piscine du Palais des Sports du samedi 31 mars 2012 était de 2 euros. 272 entrées ont été comptabilisées.

Les crédits sont inscrits au projet de budget primitif 2012, chapitre 65 – compte 6574.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement correspondant aux droits d'entrée, à l'association UNICEF France au titre de la 5ème édition de la manifestation « Nuit de l'Eau ».

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'action d'intérêt général proposée par l'association UNICEF France en partenariat avec la Fédération Française de Natation ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter une aide financière à l'association UNICEF France dans le cadre de l'organisation de la Nuit de l'Eau ;

Considérant que la Ville a souhaité participer à cet élan de générosité nationale, en reversant la totalité des recettes liées aux entrées de la piscine du Palais des Sports de l'Île de Puteaux du samedi 31 mars 2012 de 19h00 à minuit dans le cadre de cette manifestation ;

Vu le projet de Budget primitif 2012,

Vu le rapport de la Direction Générale ;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de cinq cent quarante quatre euros (544 €) est attribuée à l'association UNICEF France.

ARTICLE 2 : La dépense fait l'objet d'une inscription au projet de budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 32

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET SIGNATURE
D'UN PROJET DE CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION P.E.E.P.
DE PUTEAUX**

Rapport de la Direction Générale

Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectifs avec
l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux

L'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux propose au travers d'une convention d'objectifs élaborée avec la ville de développer pour 2012 les actions suivantes :

- La promotion du 7^{ème} art,
- La sensibilisation des enfants au handicap afin de favoriser l'intégration des enfants handicapés,
- L'hygiène alimentaire,
- Le soutien à la réalisation de projets scolaires,
- La découverte du monde et de la solidarité,
- La promotion des arts et de la création artistique.

Considérant les actions menées par l'association auprès des établissements scolaires de la commune de Puteaux ;

Il est proposé au Conseil Municipal les décisions :

- De signer la convention d'objectifs entre la Ville et l'association précitée.
- D'accorder une subvention de onze mille cinq cents euros (11 500 €) à l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux.
- La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012, sur le Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de budget primitif de l'exercice 2012,

Vu la demande de subvention de fonctionnement formulée par l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux, au titre de la saison 2012,

Considérant que la Ville a accordé sur l'exercice 2011 une subvention de 10 500 € à ladite association,

Considérant la forte implication de ladite association dans les établissements scolaires de la Ville de Puteaux,

Considérant qu'il y a lieu de contractualiser les modalités d'attribution de ladite subvention,

Vu le rapport ci-annexé,

DELIBERE :

Article 1 : Autorise Madame le Maire ou son représentant légal, à signer avec l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux, la convention ci-annexée, qui définit les droits et obligations de chaque partenaire et fixe le montant de la subvention pour l'exercice 2012.

Article 2 : Une subvention de onze mille cinq cent euros (11 500 €) est attribuée à l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux.

Article 3 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012, sur le Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONVENTION

PROJET

ENTRE LA VILLE DE PUTEAUX ET
L'ASSOCIATION

**« Des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public
de Puteaux (P.E.E.P.) »**

**PORTANT SUR LES OBLIGATIONS RESPECTIVES DE LA
COMMUNE ET DE L'ASSOCIATION**

Entre :

La Ville de Puteaux, représentée par son Maire en exercice, Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal,

Ci-après dénommée «la Ville»,

D'une part,

Et :

L'association « des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux » déclarée à la Préfecture, dont le siège est, Maison des associations 40 rue Benoît Malon 92 800 Puteaux, et représentée par sa Présidente en exercice Madame Magali PAYAN,

Ci-après dénommée «l'Association»,

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Dans le souci commun d'assurer la transparence de leur relation, la Ville et l'Association se sont réunies en vu d'établir la présente convention en accord avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

- la loi n° 92-125 du 6 février 1992 impose aux collectivités de plus de 3500 habitants de faire figurer en annexe de leurs documents budgétaires la liste des concours attribués par la commune aux associations sous formes de prestation en nature ou de subvention. Le décret n° 93-570 du 27 mars 1993 définit ces concours comme des prestations gracieuses de toute nature, de caractère permanent ou temporaire, accordées sous quelque forme que ce soit.
- La loi précitée impose également aux associations recevant des subventions dont le montant représente plus de 50 % de leur budget total ou dont le montant est supérieur à 75 000 € sur l'année, d'adresser à la collectivité leur bilan certifié conforme par le Président de l'Association.

- Selon la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil fixé à 23 000 €, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte-rendu attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu doit être déposé auprès de l'autorité administrative dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Afin de garantir l'exacte application des dispositions législatives et réglementaires rappelées ci-dessus, la Ville et l'Association ont conclu la présente convention.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations respectives de la Ville et de l'Association qui régissent leur relation réciproque née de l'attribution par la Ville d'une aide à l'association précitée.

ARTICLE 2 : INTERET PUBLIC PRESENTE PAR L'ACTIVITE SUBVENTIONNEE

La P.E.E.P. de Puteaux, forte de son implication dans les établissements scolaires puteoliens, se propose de développer pour l'année 2011/2012 trois nouveaux thèmes d'actions et de poursuivre les thèmes d'actions déjà initiés depuis 2009, dont le contenu peut être amené à évoluer.

La mise à disposition par la Ville de locaux liés à l'activité de l'association est indiquée dans un deuxième point de l'article.

Article 2.1.1 « Les nouveaux thèmes d'actions » :

a) Favoriser la connaissance de la commune par les écoliers

- Signer une ***convention de partenariat avec la SHALP*** basée sur la réalisation du projet fédérateur en lien avec la SHALP de Puteaux et les équipes éducatives afin de connaître l'évolution de la ville à travers le siècle passé et le présent, par la prise de clichés photographiques et l'utilisation de vues anciennes de la commune. La PEEP travaille sur ce projet depuis 2 ans.

b) Le handicap:

- Travailler sur un ***projet de partenariat sur la thématique « Noël en faveur d'enfants porteurs d'un handicap »***

c) Rencontre avec les élus PEEP de toutes les écoles putéoliennes:

- Travailler sur un **projet de « Rencontre avec les élus PEEP de toutes les écoles Putéoliennes et les autres associations de parents d'élèves de la commune. »**
- Permettre aux élus parents d'élèves de se rencontrer dans un autre contexte afin d'échanger et de participer à un moment fort au travers de conférences ciblées.
- Permettre dans ce contexte spécifique, de pouvoir partager un moment convivial avec tous les bénévoles actifs.

Article 2.1.2 « Les thèmes d'actions poursuivis » :

a) Prendre part à la promotion du septième art sur Puteaux :

- **Ciné-Goûter Adhérents PEEP – 2^{ème} édition 2011/2012** : renouvellement de l'organisation d'un événement afin de mieux faire partager aux familles putéoliennes les œuvres cinématographiques diffusées sur la commune ayant un intérêt culturel et pédagogique fort.

b) La promotion des arts et de création artistique des enfants :

- **Concours Arts Plastique PEEP – édition 2011/2012** : Organiser un concours d'art plastique et de dessin dans les écoles de Puteaux, avec la réalisation d'une exposition dans les locaux de la Médiathèque de Puteaux (avril 2012).

c) Le handicap à l'école :

- Apporter une aide financière aux classes CLIS et CLIN présentes dans les écoles élémentaires de Puteaux pour des projets pédagogiques impliquant directement les enfants et se déroulant durant le temps d'enseignement.
- Sensibiliser les élèves aux handicaps qui frappent certains enfants scolarisés par la mise à disposition, dans les bibliothèques scolaires, de livres spécialisés favorisant l'ouverture aux autres ou via une nouvelle proposition.

d) L'hygiène alimentaire :

- Soutenir les actions se déroulant dans les écoles qui visent à promouvoir l'hygiène alimentaire, notamment des petits-déjeuners diététiques.

e) Soutien à la réalisation de projets scolaires :

- Aider financièrement des projets scolaires impliquant directement les enfants et se déroulant durant le temps d'enseignement.

- Prévoir, dans ce domaine, une action d'information contribuant à informer les parents d'élèves de l'aide apportée par la PEEP à ces projets.

f) La découverte du monde et solidarité avec les enfants scolarisés :

- Soutenir et poursuivre le parrainage de classes d'enfants vietnamiens avec une école de la Ville dans le but d'aider à leur scolarisation et de nouer des échanges avec les écoliers putéoliens si l'Association partenaire nous sollicite.

g) Le « Marché des enfants » de la PEEP :

- ***Marché des enfants organisé par la PEEP – Edition 2011/2012*** (novembre ou septembre 2012 suivant calendrier scolaire)
- Permettre aux enfants de vendre et d'acheter des jouets et/ou des vêtements.
- Demander à des associations partenaires ou caritatives de participer et de pouvoir recueillir des dons d'enfants et de familles pour des personnes en difficultés

Article 2.1.2 « La mise à disposition de locaux municipaux » et « bus » :

a) La mise à disposition d'un local à la Maison des associations et de la citoyenneté:

- La Mairie met à disposition un local à la PEEP de Puteaux pour lui permettre de réunir ses instances et d'avoir un lieu de rencontres et d'échanges avec les parents d'élèves putéoliens.

b) La mise à disposition d'un lieu pour l'organisation du « marché des enfants » :

- La Mairie met à disposition un local à la PEEP de Puteaux pour lui permettre d'organiser une fois par an un marché où les parents échangent et achètent des produits d'occasion pour leurs enfants.

c) La mise à disposition de préaux et/ou d'amphithéâtre d'écoles pour l'organisation de soirées sur la scolarisation des enfants :

- La Mairie met à disposition, suite à une demande préalable de l'association et après accord de la Ville, un préau et/ou un amphithéâtre d'écoles à la PEEP de Puteaux pour lui permettre d'organiser des soirées de rencontres et d'échanges pour les parents d'élèves sur les questions relatives à la scolarisation des enfants.

d) La mise à disposition de « bus » dans le cadre d'un déplacement des adhérents pour une action spécifique.

- La Mairie pourra mettre à disposition un bus de Puteaux pour permettre à la PEEP d'organiser un déplacement dans le cadre d'une action spécifique. La PEEP formulera dans ce cas de figure une demande spécifique détaillée.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

▪ Article 3-1 : Contribution financière

▪ 3-1-1 Montant

Le montant de la subvention attribuée par la Ville à l'association « des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux » sera de onze mille cinq cents euros (11 500 €).

▪ 3-1-2 Conditions de versement

Le versement de cette subvention est conditionné à la présentation de la part de l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Puteaux :

- d'un dossier complet : bilan financier, assemblée générale, rapport d'activité et factures.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION RELATIVES A SON ACTIVITE

▪ **4-1- Objet :** La subvention devra être utilisée par l'association pour conduire les actions décrites à l'article 2.

▪ Article 4-2 : Obligations comptables

L'Association s'engage à :

- Adhérer à l'intérêt public tel que défini à l'article 2.
- Respecter les obligations comptables imposées par son statut.
- Établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe, et un compte d'emploi de la subvention de l'année précédente. Ceux-ci devront être communiqués à la Ville, dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice comptable et comporter les factures correspondant aux comptes présentés.
- Fournir chaque année à la Municipalité les comptes rendus des assemblées statutaires.
- L'association conserve le droit d'acheter tout équipement et tout matériel de son choix qu'elle utilisera de façon conforme à ses activités étant précisé que ces matériels et/ou équipements feront tous alors l'objet d'un inventaire spécifique.

Si le montant de la contribution municipale représente plus de 50 % du budget total de l'Association ou si ce montant est supérieur à 75 000 € sur l'année, l'Association s'engage à adresser à la Ville le bilan certifié conforme par son Président et le compte de résultat et annexe.

Tous refus de communiquer les documents visés au présent article pourra entraîner l'annulation de l'attribution de la subvention et sa restitution, conformément à l'article 14 alinéa 3 du décret – loi du 2 mai 1938 et sans préjudice de l'application de l'article 8.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention ou de dissolution en cours d'année de l'association, celle-ci restituera au Trésor Public les sommes éventuellement versées par la Ville en fonction de l'engagement des dépenses au jour de la résiliation ou de la dissolution.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET – DUREE- DENONCIATION

▪ 5.1. *Prise d'effet – Durée*

La présente convention prend effet à compter de la notification de la convention à l'association et prend fin au 31 décembre 2012.

▪ 5.2. *Dénonciation*

La présente convention pourra être dénoncée par la Ville à tout moment, sous réserve d'un préavis d'un mois adressé à l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception, pour tout motif d'intérêt général ou tiré de la nécessité de l'administration des propriétés communales ou du fonctionnement des services ou du maintien de l'ordre public.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inobservation par l'Association de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les parties conviennent de s'en remettre à la compétence du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise pour statuer sur tout litige lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à Puteaux, le

Pour la Ville,

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

**Maire de Puteaux
Député des Hauts de Seine**

Pour l'Association,

Magali PAYAN

Présidente de la PEEP de Puteaux

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 33

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET SIGNATURE
D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION ESPACES**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association ESPACES

L'association ESPACES agit en faveur de l'insertion professionnelle via des activités d'entretien d'espaces verts.

Dans le cadre de cet objectif, l'association sollicite une subvention de fonctionnement afin de mener un projet d'entretien des berges de la Seine par des activités d'écologie urbaine.

Depuis l'exercice 2011, l'association travaille en collaboration avec la Maison de l'emploi et la mission locale de Puteaux, qui lui propose des candidats putéoliens pour ses chantiers d'insertion.

Ces chantiers d'insertion concernent l'entretien des berges du Quai de Dion Bouton (du pont de Puteaux vers Suresnes) et les berges de l'île coté « bras-mort » de la Seine.

Les crédits sont inscrits au projet de budget primitif 2012, chapitre 65 – compte 6574.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de dix mille euros (10 000 €) à l'association ESPACES.
- D'approuver le projet de convention d'objectifs à intervenir entre la Ville et l'association.
- La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012, sur le Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'association ESPACES;

Considérant le caractère d'intérêt général de l'association ESPACES ;

Vu le projet de convention d'objectifs,

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Autorise Madame le Maire ou son représentant légal, à signer avec l'association ESPACES, la convention ci-annexée, qui définit les droits et obligations de chaque partenaire et fixe le montant de la subvention pour l'exercice 2012.

ARTICLE 2 : Une subvention de fonctionnement de dix mille euros (10 000 €) est attribuée à l'association ESPACES.

ARTICLE 3 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONVENTION

ENTRE LA VILLE DE PUTEAUX ET

L'ASSOCIATION

«Espaces»

PORTANT SUR LES OBLIGATIONS RESPECTIVES DE
LA COMMUNE ET DE L'ASSOCIATION

Entre :

La Ville de Puteaux, représentée par son Maire en exercice, Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal,

Ci-après dénommée «la Ville»,

D'une part,

Et :

L'association « Espaces » déclarée à la Préfecture, dont le siège est au 45 bis route des Gardes, 92190 Meudon, et représentée par son Président en exercice Monsieur Marc MERY,

Préambule

Depuis 1995, l'association Espaces s'est donnée pour mission d'expérimenter une gestion écologique des espaces naturels en Val de Seine dans une logique d'aménagement et de développement local et social, en créant des emplois pour des personnes en situation d'exclusion dans le cadre de chantiers d'insertion.

L'association utilise des techniques appropriées, en vue notamment d'améliorer les qualités paysagères et écologiques des sites naturels urbains notamment en ce qui concerne les berges de Seine et les talus ferroviaires. Ce territoire est soumis à d'importantes mutations socio-économiques qui génèrent des situations de déséquilibre environnemental et social.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

La Ville de Puteaux a souhaité répondre favorablement à la proposition de l'association Espaces de soutenir son action sur le territoire de la commune.

L'association Espaces et la Ville de Puteaux ont déjà eu l'occasion de coopérer ensemble par le passé en 2003, en s'associant aux journées de l'environnement et en éditant un dépliant sur les berges de l'île de Puteaux.

Article 1^{er} : Objet de la convention annuelle

La présente convention définit les conditions d'actions de l'Association sur la Ville de Puteaux.

Dans le cadre de cette convention, l'association Espaces s'engage à réaliser l'activité décrite en annexe I et II et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

En contrepartie, la Ville de Puteaux s'engage, à soutenir la réalisation de cet objectif par le versement d'une subvention et par la mise à disposition de moyens nécessaires à son bon fonctionnement décrits en annexe III.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la notification de la convention à l'association et prend fin au 31 décembre 2012.

L'association Espaces devra présenter les documents suivants :

- le compte-rendu financier des subventions perçues l'année précédente pour le même objet ;
- les derniers comptes approuvés accompagnés du rapport d'activité et du rapport du commissaire aux comptes lorsqu'elle est dans l'obligation légale d'y recourir aux termes des dispositions de l'article L.612.4 du code de commerce ;
- le rapport d'activité ;
- les modifications apportées aux statuts ou à des éléments relatifs à l'association, le cas échéant.

Article 3 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La Ville s'engage à verser la subvention accordée à l'Association au cours du premier semestre suivant le vote de celle-ci par le conseil municipal.

Pour l'année 2012, la subvention s'élève à 10 000 euros.

La somme due par la Ville sera réglée par virement au compte ouvert au nom de l'association Espaces :

Banque	Crédit mutuel de Sèvres
Code banque	10278
Code guichet	06094
N° de compte	00026139641
Clé RIB	77

Article 4 : Contrôle de la Ville de Puteaux

L'association Espaces s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation de l'activité, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document désigné à l'article 2 alinéa 3, dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association Espaces remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par la Ville, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 5 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 6 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 : Pièces constitutives de la convention

La convention est constituée du présent document et de ses annexes.

Les annexes à la présente convention précisent :

- Annexe I : descriptif des actions menées sur la Ville de Puteaux par l'association Espaces,
- Annexe II : les engagements de l'association Espaces
- Annexe III : les engagements de la Ville de Puteaux
- Annexe IV : attestation d'assurances

Article 8 : Litige et interprétation de la présente convention

Pour toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, avant de porter le litige devant le tribunal compétent, de rechercher à l'amiable le règlement de toutes difficultés. En cas d'échec de la négociation amiable, l'attribution de juridiction est donnée au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Puteaux, le

Pour la Ville,

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux
Député des Hauts de Seine

Pour l'Association,

Marc MERY

Président de l'association
ESPACES

ANNEXE I : Descriptif des actions menées sur la Ville de Puteaux

I.1/ Insertion sociale et professionnelle

Emploi : Les chantiers d'insertion animés par l'association Espaces consistent à proposer simultanément à des Alto-Séquanais qui éprouvent de grandes difficultés d'insertion dans le monde du travail, un contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE) de 26 heures hebdomadaires dans le cadre du contrat unique d'insertion (CUI) pour une durée de 6 mois à deux ans.

En dehors du temps de travail les salariés suivent une formation pré-qualifiante ou qualifiante en entretien d'espaces verts et permet l'obtention de validations modulaires ou d'unités capitalisables.

Dans le cadre de ses chantiers d'insertion, Espaces embauchera des Putéoliens en difficulté en lien avec le Maison de l'emploi de la formation et des entreprises Rives de Seine, la Mission locale Rives de Seine Antenne de Puteaux et Puteaux emploi.

I.2/ Environnement

Espaces réalisera les actions suivantes :

- Entretien du quai Dion Bouton sur l'ensemble du quai (quai haut, quai bas et la rampe) ;
- Entretien du talus de la berge (sauf espaces non atteignables) du petit bras de Seine de l'île de Puteaux.

Espaces proposera à la Ville de Puteaux des interventions afin de remplacer les espèces exotiques invasives par des espèces locales et adaptées. Elle pourra également proposer des restaurations de berges par des techniques de génie végétal (techniques de restauration de berges utilisant les capacités naturelles des végétaux pour restaurer et stabiliser les berges).

I.3/ Animations et communication

Participation d'Espaces aux manifestations organisées par la Ville de Puteaux : Espaces participera (tenue d'un stand, animation, etc) aux manifestations Putéoliennes afin de continuer de faire connaître ses actions aux habitants de la ville.

Communication : Espaces proposera des articles de presse pour le journal de la Ville de Puteaux.

ANNEXE II : Les engagements de l'association Espaces

L'association Espaces s'engage à :

- assurer toutes les actions décrites à l'annexe I et II dans le temps imparti de ses chantiers d'insertion et dans la limite des possibilités techniques et sociales de l'équipe en insertion ;
- employer au minimum 3 Putéoliens en difficulté dans le cadre de ses différents chantiers d'insertion ;
- étudier toute candidature à un poste de salariés en insertion présentée par la Ville de Puteaux ou tout autre acteur putéolien ;
- assurer un encadrement par des personnes qualifiées du chantier d'insertion ;
- former et accompagner socialement et professionnellement les salariés en insertion ;
- travailler dans un esprit de valorisation écologique d'un territoire de proximité pour de nombreux Putéoliens ;
- privilégier dans ses travaux l'utilisation de véhicules non polluants et principalement la bicyclette ;
- s'interdire tout emploi de produits phytosanitaires et désherbants.

L'association Espaces assurera le fonctionnement du chantier sous sa seule responsabilité.

L'association Espaces est responsable des troubles de toute nature provenant de son activité liée au chantier et de tout dommage causé à la Ville de Puteaux, notamment au public et aux tiers.

L'association Espaces devra disposer de l'ensemble des assurances nécessaires à son activité (responsabilité civile liée au chantier, multirisques, incendie, risques divers, etc.) et devra fournir copie de ces attestations à la Ville de Puteaux qui seront jointes en annexe.

L'association Espaces se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, elle fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la responsabilité de la Ville de Puteaux ne puisse pas être recherchée ou inquiétée à ce sujet.

L'association Espaces s'engage à faire mention de la participation de la Ville de Puteaux sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias.

ANNEXE III - Les engagements de la Ville de Puteaux

Partenariats et animations

La Ville de Puteaux associera l'association Espaces aux manifestations qui peuvent l'intéresser : Forum des associations, semaine du développement durable, journées de l'environnement, du patrimoine...

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 34

**DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL
REGIONAL D'ILE DE France ET DE TOUT AUTRE
ORGANISME POUR LES TRAVAUX DE
SECURISATION DES VOIES COMMUNALES**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

Demandes de subventions auprès du
Conseil Régional d'Ile de France
et de tout autre organisme
pour les travaux de sécurisation des voies communales

La Ville souhaite développer sur l'année 2012 son réseau de zones 30, de bandes et pistes cyclables, de ralentisseurs, notamment aux abords des établissements scolaires en prévention des risques d'accidents de la circulation.

Les travaux de sécurisation des voies communales consistent en la création de bandes cyclables, de zones 30, de ralentisseurs, etc...

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant légal à engager les démarches auprès du Conseil Régional d'Ile de France et de tout organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les opérations de sécurisation des voies communales.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la politique régionale en matière d'aménagements de sécurité routière et de circulations douces,

Vu la politique de développement urbain et d'amélioration des conditions de circulation prévues dans les années à venir sur la commune de Puteaux,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Autorise Madame le Maire ou son représentant légal à engager les démarches auprès du Conseil Régional d'Ile de France et de tout organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les opérations de sécurisation des voies communales.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 35

**DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
AUPRES DU CONSEIL GENERAL DES HAUTS DE
SEINE OU DE TOUT AUTRE ORGANISME POUR
L'ORGANISATION DU « FESTIVAL BD » 2012**

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

**Demande de subvention exceptionnelle
auprès du Conseil Général des Hauts-de-Seine,
et de tout autre organisme
pour l'organisation du Festival BD 2012.**

Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention exceptionnelle du Conseil Général des Hauts-de-Seine, et de tout autre organisme pour l'organisation du Festival BD qui se déroulera du 11 au 13 mai 2012.

Cette opération ouverte à tous permettra aux visiteurs de rencontrer les auteurs de BD, d'assister et de participer aux animations, de découvrir ou de se perfectionner dans l'univers de la BD.

En raison de son caractère culturel, le Conseil Général des Hauts-de-Seine et d'autres organismes sont susceptibles d'apporter une aide financière à la Ville de Puteaux.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu que le prochain Festival BD se déroulera du 10 au 13 mai 2012,

Considérant que le Conseil Général des Hauts-de-Seine, et tout autre organisme sont susceptibles d'accorder une subvention exceptionnelle pour l'organisation de l'événement culturel, Festival BD 2012,

Vu le rapport ci-annexé,

DELIBERE :

ARTICLE PREMIER : Autorise Madame le Maire, ou son représentant légal, à solliciter le Conseil Général des Hauts-de-Seine, et tout autre organisme pour l'obtention d'une subvention pour l'organisation du prochain Festival BD.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 36

**CREATION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE
COMPLEMENTAIRE POUR ELECTIONS A
L'OCCASION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES
ET LEGISLATIVES POUR LE PERSONNEL
COMMUNAL**

**CREATION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE COMPLEMENTAIRE
POUR ELECTIONS A L'OCCASION
DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DES 22 AVRIL ET 6 MAI 2012
ET DES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 10 ET 17 JUIN 2012 POUR
LE PERSONNEL COMMUNAL**

RAPPORT DE PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE

Les travaux supplémentaires accomplis par les agents communaux à l'occasion des consultations électorales (élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales ou consultation par voie de référendum) peuvent être compensés :

- Soit par la récupération du temps de travail effectué en tenant compte des majorations pour les heures de dimanche et de nuit,
- Soit par l'attribution d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents pouvant y prétendre,
- Soit par l'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections prévue par l'arrêté ministériel du 27 février 1962. L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections s'adresse aux agents qui participent à l'organisation d'un scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Dans ce dernier cas, une décision de l'organe délibérant est nécessaire afin de fixer le montant du crédit global destiné au versement de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

Le crédit global, par tour de scrutin, est obtenu en multipliant le montant mensuel de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires de 2^{ème} catégorie (89,89€) par le coefficient multiplicateur voté par le conseil municipal (Coeff. 8) par le nombre de bénéficiaires (48) soit un crédit global de 34517, 76 € par tour de scrutin présidentiel et législatif.

Ce crédit global correspond à l'enveloppe maximale qui pourra être utilisée pour les personnels de catégorie A travaillant les jours d'élection.

Au vu de ces éléments, il est proposé à Madame le Maire, de soumettre au Conseil Municipal la fixation pour les élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2012 et pour les élections législatives des 10 et 17 juin 2012, le crédit global de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour chaque tour d'élections.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377) précisant les modalités de calcul de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués à l'occasion des consultations électorales est assurée soit en indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour ceux pouvant y prétendre, soit par le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections calculée réglementairement sur la base de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires de 2^{ème} catégorie pour les autres agents,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer pour les élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2012 et pour les élections législatives des 10 et 17 juin 2012, le crédit global de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour chaque tour d'élections pour le personnel communal,

Vu le rapport de la Direction Générale,

Vu le rapport de présentation,

Délibère :

Article 1^{er} :

INSTAURE l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections en faveur des agents titulaires, stagiaires et non titulaires qui en raison de leur grade ou de leur indice sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour le personnel communal.

Article 2 :

DECIDE d'allouer une somme de 34517,76 € pour chaque tour de scrutin pour l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections résultant du calcul suivant (48 agents au coefficient 8, coefficient maximum du taux d'IFTS) soit $1\,078,72 : 12 = 89,89 \text{ €}$; $89,89 \times 8 = 719,12 \text{ €}$; $719,12 \times 48 = 34\,517,76 \text{ €}$).

Article 3 :

AUTORISE Madame le Maire à procéder aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion de chaque tour des élections cantonales et ce dans la limite du montant maximum autorisé.

Article 4 :

Le montant de la dépense sera prélevé sur les crédits ouverts au budget 2012, chapitre 012.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 37

<p>REGLEMENT DE COTISATIONS</p>
--

RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

REGLEMENT DE COTISATIONS

La ville adhère depuis plusieurs années à divers organismes.

Il est demandé au Conseil Municipal de renouveler l'adhésion et d'accepter de régler les cotisations aux organismes suivants:

Régularisation pour l'année 2011

- Institut d'animateurs de collectivités des Hauts-de-Seine(IFAC) intervient dans les domaines de l'action sociale, la prévention de la délinquance et de l'animation.
La Ville bénéficie de formation BAFA et BAFD mises en place par cet institut et dont un certain nombre est gratuit

Le montant de la cotisation s'élève à 3.730,69€

Pour l'année 2012

- Association les Eco-Maires met à la disposition des communes une aide technique, juridique, organise des séminaires ainsi que des formations. Elle instaure des commissions thématiques, réels laboratoires aux réflexions innovantes sur les thèmes reconnus comme le traitement des déchets, les risques majeurs, la politique de l'eau, de l'air, les risques liés à l'habitat, l'éco-fiscalité.
Les Eco Maires et Gaz de France publient un guide méthodologique destiné aux Collectivités territoriales.

Le montant de la dépense s'élève à 3.985,02 € .

- Association de coopération des Bibliothèques et Médiathèque des Hauts-de-Seine (BIBSUD92) a pour but de favoriser la coopération entre les bibliothèques municipales et les Médiathèques municipales.
Cette association développe essentiellement son activité dans le département des Hauts-de-Seine, notamment par le biais de commissions spécialisées et le développement d'actions en faveur de la lecture publique avec des partenaires institutionnels

Le montant de la cotisation s'élève à 80€.

- Association CUTO
Cet organisme est un lieu d'échange au service des utilisateurs d'un progiciel Orphée Micro Média. Ce matériel est installé dans les bibliothèques de la Ville.

Le montant de la cotisation s'élève à 160€

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2011 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Institution de Formation d'Animateurs de Collectivités des Hauts de Seine (IFAC) dont le siège social est situé au 53 rue du Révérend Père CH. Gilbert 92600 Asnières sur Seine.

Vu la demande de l' IFAC en sollicitant la cotisation 2011 ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE

Article 1^{er}. – Autorise le Maire à adhérer à l'Institut de Formation d'Animateurs de Collectivités des Hauts de Seine dont le siège social est 53 rue du Révérend Père CH. Gilbert 92600 Asnières sur Seine.

Article 2 – Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 3.730,69€

Article 3. – La dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au Budget de l'Exercice 2016 Chapitre 011Article 6281

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

LE CONSEIL ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l' Exercice 2012;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association Les Eco Maires dont le siège social est 215Bis Boulevard Saint Germain 75007 PARIS;

Vu la demande de l'Association Les Eco Maires en date du 26 Janvier 2012 sollicitant le montant de la cotisation pour l'année 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE

Article 1er. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association Les Eco Maires dont le siège social est 215Bis Boulevard Saint Germain 75007 PARIS.

Article 2. - Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 3.985,02 Euros pour l'année 2012.

Article 3 – La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au Budget, Chapitre 011 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

LE CONSEIL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association de coopération des Bibliothèques et Médiathèques des Hauts-de-Seine (BIBSUD 92) dont le siège social est 7 rue Honoré de Balzac 92330 SCEAUX;

Vu la demande de l'Association de coopération des Bibliothèques et Médiathèques des Hauts-de-Seine (BIBSUD 92) en date du 10 Février 2012 sollicitant la cotisation 2012;

Vu le rapport de la direction générale ;

DELIBERE

Article 1^{er} – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association de coopération des Bibliothèques et Médiathèques des Hauts-de-Seine (BIBSUD 92) dont le siège social est 7 rue Honoré de Balzac 92330 SCEAUX

Article 2 – Autorise le Maire à verser à cet organisme une cotisation d'un montant de 80,00 Euros.

Article 3 – La dépense sera prélevée sur le Chapitre 011 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association CUTO dont le siège social est 50 rue Léon Gambetta 76290 MONTVILLIERS

Vu le demande de l'Association CUTO sollicitant la cotisation 2012 ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

D E L I B E R E

Article 1^{er}. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association CUTO dont le siège social est 50 rue Léon Gambetta 76290 MONTVILLIERS

Article 2. – Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 160,00 Euros.

Article 3. – La dépense sera prélevée sur le Chapitre 011 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 38

**COMPTE ADMINISTRATIF 2011
DU BUDGET PRINCIPAL**

**Rapport de présentation du compte administratif 2011
Budget Ville**

Le budget primitif 2011 a été adopté au conseil municipal du 8 avril 2011 avec le compte administratif 2010. Il n'y a donc pas eu de budget supplémentaire sur l'année 2011. L'excédent et les reports de crédits 2010 ont été intégrés dès le vote du budget primitif. Deux décisions modificatives d'ajustement ont été présentées aux Conseils municipaux de septembre et de décembre.

L'année 2011 a été marquée par la réforme de la fiscalité locale et la création de la Communauté d'Agglomération Seine-Défense.

L'adhésion à la CASD complique les comparaisons du compte administratif 2010 au compte administratif 2011. En effet, certaines comparaisons avec le compte administratif 2010 sont à relativiser dans la mesure où des dépenses de fonctionnement sur les chapitres 014 et 65 ont été transférées à la Communauté d'Agglomération dès le vote du budget 2011. Il s'agit notamment de la participation aux charges de fonctionnement de DE FACTO et des charges de péréquation liées au F.S.R.I.F..

En recette de fonctionnement, une composante importante de la D.G.F. perçue précédemment sur le chapitre 74 a été transférée à l'Agglomération qui la reverse en partie via l'attribution de compensation sur le chapitre 73.

Les taux de réalisation des écritures réelles en section de fonctionnement s'établissent à 97 % en dépenses et à 102 % en recettes (hors recettes exceptionnelles). En section d'investissement, ces taux sont de 88 % pour les dépenses et de 98 % pour les recettes (hors chapitre 024 qui se réalise en section de fonctionnement).

L'analyse du compte administratif met en évidence une bonne maîtrise des charges d'exploitation et notamment des charges de personnel.

Les charges de personnel, qui représentent le premier poste de dépenses de la Ville, s'inscrivent en diminution en 2011. Depuis le début du mandat en 2008, les dépenses de personnel n'ont progressé que de 3,15 % malgré l'augmentation annuelle du point d'indice et les avancements d'échelons. La baisse des dépenses de personnel constatée en 2011 est la conséquence d'une optimisation des ressources limitant les recrutements et également de l'externalisation de certaines prestations comme l'entretien des bâtiments communaux ou la gestion de la crèche des Oursons.

Sur la même période (2008-2011), les charges du chapitre 011 sont passées de 48,6 M€ à 50,4 M€, soit une augmentation limitée à 3,8 %.

Le montant des recettes de l'exercice 2011 est en hausse par rapport à l'exercice 2010 en raison notamment d'un grand volume d'immobilisations financières arrivées à échéance sur l'exercice.

De même, sur le chapitre 73 relatif à la fiscalité, des recettes exceptionnelles par leur volume sont constatées sur le compte relatif à la taxe additionnelle aux droits de mutation. Ces recettes difficilement estimables lors de l'établissement du budget primitif connaissent d'importantes variations d'un exercice à l'autre et sont fortement liées à l'activité du secteur de la Défense. Elles s'établissent à 8,3 M€ pour une estimation initiale de 5 M€ au budget primitif.

En recettes de fonctionnement, le produit des cessions d'immobilisation, s'est élevé à 70,1 M€. Il s'agit d'un montant exceptionnellement élevé lié à des placements budgétaires qui arrivaient à échéance et au produit de ventes immobilières, notamment l'Arena pour 11 M€. Le produit des cessions est inscrit sur le chapitre 024 en section d'investissement mais se réalise en fonctionnement sur le compte 775. Une partie de ces recettes a fait l'objet de nouveaux placements budgétaires, 41,7 M€ sur le compte 272.

S'agissant de la section d'investissement, celle-ci présente un taux de réalisation des dépenses réelles de 88 % et s'établit à 119,9 M€. Les principales opérations sont présentées dans l'annexe budgétaire consacrée aux A.P. / C.P..

Les dépenses d'équipement sont principalement composées des dépenses d'équipement (77,4 M€) et des immobilisations financières (41,7 M€).

Le volume des dépenses d'équipement s'établit à un niveau très important de 77,4 M€ et des immobilisations financières ont pu être réalisées pour un volume de 41,7 M€.

Le compte administratif est un document de synthèse qui présente les résultats de l'exécution du budget. Il fait apparaître trois types de résultat :

- Le résultat brut.
- Le résultat reporté.
- Le résultat net.

a) Le résultat brut correspond aux opérations effectivement réalisées en dépenses et en recettes au cours d'un exercice budgétaire. Il ne tient donc pas compte des restes à réaliser. Le résultat brut de l'exercice 2011, en cohérence avec le compte de gestion établi par le Receveur municipal, s'élève à 21 885 645,39 euros.

	Réalisation des dépenses	Réalisation des recettes	Résultat brut
Fonctionnement	212 467 940,10	231 046 788,19	18 578 848,09
Investissement (dont 001)	125 844 004,74	129 150 802,04	3 306 797,30
Total du budget	338 311 944,84	360 197 590,23	21 885 645,39

b) Le résultat reporté correspond au solde des opérations qui restent à réaliser en dépenses et en recettes de la section d'investissement. Il n'existe pas de reports de crédits en section de fonctionnement.

Les crédits d'investissement reportés du compte administratif 2011 s'élèvent à 7 796 766,38 euros en dépenses et à 840 327,15 euros en recettes. Les reports de crédits correspondent à des dépenses engagées et non mandatées ou à des recettes engagées et non titrées à la clôture de l'exercice. Il n'a pas été effectué de reports de crédits sur les opérations gérées en AP / CP.

Parmi les principaux reports de crédits de dépenses, on peut relever :

- Des démolitions programmées sur la ZAC des Bergères,
- Les travaux sur les escaliers du groupe scolaire Jacotot,
- Des travaux de réfection de l'éclairage public,
- Des travaux de terrassement pour la ZAC du Théâtre,
- Des travaux pour la végétalisation des terrasses du groupe scolaire de la Rotonde,
- Des travaux pour l'aménagement du 5^{ème} étage du Centre Médical.

En recettes, les reports de crédits correspondent aux subventions d'investissement, qui ont été notifiées par les différents organismes (Conseil Général, C.A.F....) et dont la Ville attend le versement en fonction de l'avancement des opérations de travaux.

Parmi les principaux reports de crédits de recettes, on peut relever :

- La subvention de la C.A.F. pour la création de la crèche des oursons
- Les subventions du Conseil Général pour la création des pelouses synthétiques sur les stades de l'île et des soldes de subvention pour la vidéoprotection et l'équipement Saulnier Godefroy.

- c) Le résultat net est la conséquence des deux résultats précédents. Il correspond à la différence entre le résultat brut et le résultat reporté. Le résultat net s'élève dans le compte administratif 2011 à **14 929 206,16** euros.

	Résultat brut	Dépenses engagées non mandatées	Recettes à recouvrer	Résultat net
Fonctionnement	18 578 848,09	-	-	18 578 848,09
Investissement	3 306 797,30	7 796 766,38	840 327,15	- 3 649 641,93
Total du budget	21 885 645,39	7 796 766,38	840 327,15	14 929 206,16

Il est proposé d'adopter le compte administratif 2011.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 novembre 1998 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Vu le budget primitif 2011,

Vu la décision modificative n° 1 au budget primitif 2011,

Vu la décision modificative n° 2 au budget primitif 2011,

Vu la présentation par le Trésorier Principal Municipal du compte de gestion du budget de la Ville de l'exercice 2011,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1^{er} : Approuve les résultats définitifs du compte administratif 2011 du budget principal :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 18 211 502,25 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 18 578 848,09 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Déficit : - 12 403 924,52 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 3 306 797,30 euros.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 39

COMPTE DE GESTION 2011 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapport de la Direction Générale

Compte de gestion 2011 du budget principal

En application des dispositions de l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte de gestion doit être transmis par le Trésorier Principal Municipal à l'ordonnateur avant le 1^{er} juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'assemblée délibérante qui arrête les comptes.

Le compte de gestion présenté par le Trésorier Principal Municipal fait apparaître les résultats suivants :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 18 211 502,25 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 18 578 848,09 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Déficit : - 12 403 924,52 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 3 306 797,30 euros.

Le compte de gestion est en parfaite concordance avec le compte administratif de la Ville. En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le compte de gestion du budget principal.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport de présentation,

Vu la présentation par le comptable du compte de gestion du budget de la Ville de l'exercice 2011 arrêté comme suit :

Compte de gestion – Ville :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 18 211 502,25 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 18 578 848,09 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Déficit : - 12 403 924,52 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 3 306 797,30 euros.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget principal de la Ville,

D É C I D E :

Article 1^{er} : D'approuver le compte de gestion Ville de l'exercice 2011, présenté par le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 40

**AFFECTATION DU RESULTAT DE
FONCTIONNEMENT CONSTATE AU COMPTE
ADMINISTRATIF 2011 SUR LE BUDGET PRINCIPAL**

Rapport de la Direction Générale

Affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2011 budget principal

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif, sur lequel porte la délibération d'affectation, est le résultat constaté à la clôture de l'exercice précédent. Il s'est élevé pour la Ville, au titre de l'exercice 2011, à 18 578 848,09 euros.

Avec l'instruction budgétaire et comptable M14, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement apparaît au budget primitif mais n'est pas mandaté à la clôture de l'exercice. La section de fonctionnement est donc quasi mécaniquement en excédent au compte administratif. Cet excédent doit être affecté au budget primitif.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'inscrire 18 578 848,09 euros au compte 1068 de la section d'investissement pour financer des opérations nouvelles. L'excédent de la section d'investissement du compte administratif 2011 d'un montant de 3 306 797,30 euros est repris au BP 2012 sur le compte 001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté".

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions complétée par la loi n°82.623 du 22 juillet 1982,

Vu l'instruction codificatrice M14 n° 96-078 du 1^{er} août 1996, modifiée par l'arrêté du 9 novembre 1998,

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment l'ordonnance n° 2006-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales,

Vu le compte administratif 2011,

Vu le compte de gestion 2011,

Vu le projet de budget primitif 2012,

Vu le rapport de présentation en annexe,

DELIBERE :

Article 1 : Affecte en recettes du budget primitif 2012 le résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2011 comme suit :

	<i>Chapitre</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
Recettes	, compte 1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	18 578 848,09 euros

Article 2 : Inscrit sur le budget primitif 2012 en recettes du chapitre 001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté" le résultat d'investissement constaté à la clôture de l'exercice 2011.

	<i>Chapitre</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
Recettes	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	3 306 797,30 euros

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 41

**COMPTE ADMINISTRATIF 2011
DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT
ADMINISTRATIF**

Rapport de la Direction Générale

Compte administratif 2011 du budget annexe du restaurant administratif

Le compte administratif est un document de synthèse qui présente les résultats de l'exécution du budget.

Le compte administratif du budget annexe du restaurant administratif pour l'exercice 2011 présente les résultats suivants :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Déficit : 30 204,07 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 58 827,31 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 11 608,60 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 17 634,19 euros.

Au cours de l'année 2011, un nouveau restaurant municipal a été inauguré au Palais des congrès. 270 repas sont servis en moyenne chaque jour.

Le restaurant municipal a servi 49 608 repas sur l'année 2011.

Afin d'équilibrer les résultats du budget annexe, une subvention du budget principal de 430 000 euros a été versée. Le principal poste de dépenses est constitué des charges de personnel, qui se sont élevées à 378 814 euros.

Les résultats font apparaître une parfaite concordance du compte administratif avec le compte de gestion établi par le Trésorier Principal Municipal. En conséquence, il est proposé d'adopter le compte administratif 2011 du budget annexe du restaurant.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 novembre 1998 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Vu le budget primitif 2011 annexe du restaurant administratif,

Vu la présentation par le Trésorier Principal Municipal du compte de gestion du budget annexe du restaurant administratif de l'exercice 2011 faisant apparaître une parfaite concordance avec les comptes de l'Ordonnateur,

Vu le rapport de présentation en annexe,

DÉCIDE :

Article 1 : D'approuver les résultats définitifs du compte administratif 2011 du budget annexe du restaurant administratif :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Déficit : 30 204,07 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 58 827,31 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 11 608,60 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 17 634,19 euros.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 42

**COMPTE DE GESTION 2011 DU BUDGET ANNEXE
DU RESTAURANT ADMINISTRATIF**

Rapport de la Direction Générale

Compte de gestion 2011 du budget annexe du restaurant administratif

Le compte de gestion du budget annexe du restaurant administratif est établi par le Trésorier Principal Municipal, celui-ci doit être identique au compte administratif puisque les deux comptes retracent les mêmes flux.

Le compte de gestion, comme le compte administratif, fait apparaître un excédent global de clôture qui se décompose ainsi :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Déficit : 30 204,07 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 58 827,31 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 11 608,60 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 17 634,19 euros.

En conséquence, il est proposé d'adopter le compte de gestion du budget annexe du restaurant administratif

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport de présentation,

Vu la présentation par le comptable du compte de gestion du budget annexe du restaurant administratif de l'exercice 2011 arrêté comme suit :

Section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice – Déficit : 30 204,07 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 58 827,31 euros.

Section d'investissement :

Résultat de l'exercice – Excédent : 11 608,60 euros.

Résultat de clôture – Excédent : 17 634,19 euros.

Considérant que ces résultats sont conformes aux résultats du compte administratif annexe du restaurant administratif de l'exercice 2011 établi par l'Ordonnateur,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du restaurant administratif,

DÉCIDE :

Article 1^{er} : D'approuver le compte de gestion du restaurant administratif de l'exercice 2011, présenté par le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 43

**AFFECTATION DU RESULTAT DU BUDGET ANNEXE
DU RESTAURANT ADMINISTRATIF**

Rapport de la Direction Générale

Affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2011 du budget annexe du restaurant administratif.

Les résultats de clôture d'exercice du budget annexe du restaurant administratif font apparaître un excédent de clôture de la section de fonctionnement de 58 827,31 euros et un excédent de clôture de la section d'investissement de 17 634,19 euros.

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une délibération d'affectation. Le résultat de la section d'investissement étant excédentaire, il est proposé d'inscrire le résultat 2011 de la section de fonctionnement en recette de la section de fonctionnement au B.P. 2012 sur le chapitre 002 "excédent de fonctionnement reporté".

L'excédent de clôture de la section investissement fait l'objet d'une reprise en recette sur la ligne 001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté".

Ainsi, au regard des résultats de clôture de l'exercice 2011, il est proposé au Conseil Municipal d'affecter les résultats d'exercice au B.P. 2012 de la façon suivante :

Chapitre 002, Résultat de fonctionnement reporté, 58 827,31 euros.

Chapitre 001, Solde d'exécution de la section d'investissement reporté, 17 634,19 euros

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable et budgétaire M14,

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment l'ordonnance n° 2006-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales,

Vu le compte administratif annexe du restaurant administratif 2011,

Vu le compte de gestion annexe du restaurant administratif 2011,

Vu le projet de budget primitif 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Inscrit au budget primitif annexe du restaurant administratif 2012 l'excédent de clôture de la section de fonctionnement de 58 827,31 € constaté au compte administratif 2011 sur le chapitre 002.

Article 2 : Inscrit en recettes du chapitre 001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté" le résultat d'investissement constaté à la clôture de l'exercice 2011 de 17 634,19 euros.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 44

**BUDGET PRIMITIF 2012 ANNEXE
DU RESTAURANT ADMINISTRATIF**

Rapport de la Direction Générale

Budget primitif 2012 annexe du restaurant administratif

Le projet de budget annexe 2012 du restaurant administratif soumis à l'approbation du Conseil Municipal s'équilibre de la façon suivante :

Section de fonctionnement :

Dépenses : 723 827,31 euros H.T.

Recettes : 723 827,31 euros H.T.

Section d'investissement :

Dépenses : 39 111,50 euros H.T.

Recettes : 39 111,50 euros H.T.

Le budget annexe du restaurant administratif a la particularité d'être assujéti à la T.V.A.. Les recettes provenant de la cantine destinée au personnel communal sont ainsi soumises à la T.V.A.. Les recettes du produit de la vente des tickets restaurants sont estimées à 175 000 euros. Le projet de budget annexe 2012 intègre une subvention d'équilibre du budget principal de 490 000 euros.

Au cours de l'année 2011, un nouveau restaurant municipal a été inauguré au Palais des congrès. 270 repas sont servis en moyenne chaque jour.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le budget primitif 2012 annexe du restaurant administratif strictement équilibré en recettes et en dépenses.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction fiscale du 21 mars 2001, publiée au Bulletin Officiel des Impôts n° 62 du 30 mars 2001,

Vu l'instruction n°01-067-M0 du 1er août 2001 relative aux nouvelles règles de T.V.A. applicables aux cantines administratives,

Vu la délibération du 19 décembre 2001 relative aux modalités de vote du budget annexe du restaurant administratif,

Vu la circulaire du 31 décembre 2005 relative aux modifications apportées à l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le projet de budget primitif 2012 annexe du restaurant administratif,

Vu le rapport ci-annexé,

D E L I B E R E :

Article 1 : Adopte le budget annexe 2012 du restaurant administratif rigoureusement équilibré en dépenses et recettes :

	Dépenses hors taxe	Recettes hors taxe
Section de fonctionnement :	723 827,31 euros	723 827,31 euros
Section d'investissement :	39 111,50 euros	39 111,50 euros

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 45

**REAJUSTEMENT ET CREATION D'A.P./C.P.
AU BUDGET PRIMITIF**

Rapport de la Direction Générale

Création et modification d'autorisations de programme / crédits de paiement au budget primitif

I Modifications des autorisations de programme existantes :

Les opérations d'investissement votées en autorisations de programme et crédits de paiement (A.P. / C.P.) font l'objet de réajustement à l'occasion du vote du budget primitif 2012 afin de tenir compte de l'avancement des travaux.

Les crédits de paiement de 2011 non réalisés sur l'exercice n'ont pas fait l'objet de reports de crédits et ont donc été annulés. Le nouvel échéancier de ces A.P. / C.P. est le suivant :

Aucune nouvelle A.P. / C.P. n'est créée au budget primitif 2012.

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Crédits de paiement réalisés au 31/12/2011	Crédits de Paiement		
				2012	2013	2014 et suivants
n°4	O.P.A.H. du centre Ville	3 000 000,00	2 001 243,75	607 500	391 256,25	
n°6	Restructuration du G.S. République	11 207 193,80	10 966 816,75	240 377,05		
n°8	Transfert du restaurant municipal au Palais des congrès	5 465 060,39	5 072 203,60	392 856,79		
n°10	Parc de stationnement rue Eichenberger	6 850 000,00	6 046 320,96	803 679,04		
n°13	Contrôle d'accès résidence Lorilleux	450 000,00	113 730,27	336 269,73		
n°15	ZAC des Bergères	5 100 000,00	24 847 019,75	12 242 000,00	9 000 000,00	5 010 980,25
n°20	Conservatoire municipal	36 000 000,00	2 396 964,33	20 000 000,00	12 603 035,67	1 000 000,00
n°21	Centre de la Falaise	8 200 000,00	214 672,42	100 000,00	100 000,00	7 785 327,58
n°23	Extension de la vidéoprotection	5 468 500,00	5 368 483,81	100 016,19		
n°24	Rénovations et aménagements de voirie	19 200 000,00	12 200 130,88	4 000 000,00	2 999 869,12	

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Crédits de paiement réalisés au 31/12/2011	Crédits de Paiement		
				2012	2013	2014 et suivants
n°25	Agrandissement pôle environnement de l'île	3 000 000,00	72 425,46	100 000,00	100 000,00	3 235 000,00
n°26	Confortement du parvis de l'Hôtel de Ville	3 000 000,00	0,00	100 000,00	150 00,00	2 750 000,00
n°28	Rénovation du hall des sports	3 801 030,00	103 027,02	3 050 000,00	648 002,98	
n°29	Parking du conservatoire	8 550 700,00	539 525,05	7 271 000,00	740 174,95	

II Suppression d'autorisations de programme

L'Autorisation de Programme n° 22 pour la création d'un CTM et la n°27 pour le développement des énergies renouvelables font l'objet d'une annulation.

Numéro d'A.P. / C.P.	Intitulé	Montant des Autorisations de Programme	Crédits de paiement réalisés au 31/12/2011	Crédits de Paiement		
				2012	2013	2014 et suivants
n°22	Centre technique municipal	8 000 000,00	0,00	Abandon		
n°27	Développement durable et énergies renouvelables	2 534 058,60	734 058,60	Abandon		

Ces éléments relatifs aux autorisations de programme et crédits de paiement de la Ville sont repris dans le cadre de l'annexe B2.1 du Budget Primitif 2012.

Il est proposé au Conseil Municipal de voter les ajustements et les créations des autorisations de programme et les crédits de paiement afférents aux principales opérations d'investissement.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération n°2970 du 21 novembre 2005 approuvant l'étude pré-opérationnelle de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du centre ville (O.P.A.H.),

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 4 du 28 mars 2006,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 4 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 26 septembre 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 14 décembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 8 avril 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°4 du 16 décembre 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°4 pour l'O.P.A.H. du centre ville est maintenu à 3 000 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement de l'autorisation de programme n° 4 sont réajustés selon l'échéancier qui suit :

	2012	2013
Crédits de paiement	607 500,00	391 256,25

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 4 est portée à 8 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme est autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P. / C.P. n°15 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 30 septembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 8 avril 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 23 septembre 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°15 du 16 décembre 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°15 pour le financement de la ZAC des Bergères / Charcot est porté à 51 100 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013	2014
Crédits de paiement	12 242 000,00	9 000 000,00	5 010 980,25

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 15 est portée à 8 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

Le Conseil,

PROJET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 8 du 28 mars 2006,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 8 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°8 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 8 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°8 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°8 du 14 décembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°8 du 8 avril 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°8 du 16 septembre 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°8 pour le transfert du restaurant municipal au Palais des congrès est réduit à 5 465 060,39 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont réajustés selon l'échéancier comme suit :

	2012
Crédits de paiement	392 856,79

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 8 est maintenue à 7 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme est autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,
Vu la délibération A.P / C.P. n°24 du 27 mars 2009,
Vu la délibération A.P / C.P. n°24 du 8 avril 2010,
Vu la délibération A.P / C.P. n°24 du 30 septembre 2010,
Vu la délibération A.P / C.P. n°24 du 8 avril 2011,
Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,
Vu le projet de budget primitif pour 2012,
Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°24 pour les rénovations et les aménagements de voirie est portée à 19 200 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013
Crédits de paiement	4 000 000,00	2 999 869,12

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°24 est portée à 5 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°21 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°21 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°21 du 14 décembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°21 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°21 pour la l'accroissement de la capacité d'accueil du centre de Loisirs de la Falaise est maintenu à 8 200 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013	2014	2015
Crédits de paiement	100 000,00	100 000,00	4 000 000,00	3 785 327,58

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°21 est portée à 7 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 10 du 28 mars 2006,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 10 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 26 septembre 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 14 décembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°10 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°10 pour le parc de stationnement rue Eichenberger reste inchangé à 6 850 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012
Crédits de paiement	803 679,04

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 10 est maintenue à 7 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme est autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 28 février 2006,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 6 du 28 mars 2006,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 6 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 26 septembre 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 14 décembre 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°6 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°6 pour la restructuration du Groupe Scolaire République est portée à 11 207 193,80 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement de l'autorisation de programme n° 6 sont réajustés selon l'échéancier qui suit :

	2012
Crédits de paiement	240 377,05

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 6 est portée à 7 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme est autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET
Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°23 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°23 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°23 du 8 avril 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°23 du 23 septembre 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°23 pour l'extension de la vidéo protection est augmenté à 5 468 500 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012
Crédits de paiement	100 016,19

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°23 est maintenue à 3 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P. / C.P. n° 13 du 30 mars 2007,

Vu la délibération A.P / C.P. n°13 du 8 avril 2008,

Vu la délibération A.P / C.P. n°13 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°13 du 26 septembre 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°13 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°13 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°13 pour la mise en place d'un contrôle d'accès autour de la résidence Lorilleux (Bâtiments A et B) est réduite à 450 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012
Crédits de paiement	336 269,73

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n° 13 est réduite à 6 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°20 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°20 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°20 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°20 pour la création d'un conservatoire municipal est portée à 36 000 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013	2014
Crédits de paiement	20 000 000,00	12 603 035,67	1 000 000,0

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°20 est réduite à 6 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°25 du 27 mars 2009,

Vu la délibération A.P / C.P. n°25 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°25 du 8 avril 2011,

Vu la délibération A.P / C.P. n°25 du 16 décembre 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°25 pour l'agrandissement du pôle environnement de l'île de Puteaux est maintenu à 3 507 425,46 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013	2014
Crédits de paiement	100 000	100 000	3 235 000

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°25 est portée à 6 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat.

PROJET
Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°29 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°29 pour la création du parking du conservatoire est porté à 8 550 700 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013
Crédits de paiement	7 271 000,00	740 174,95

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°29 est maintenue à 3 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat.

PROJET
Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,
Vu la délibération A.P / C.P. n°28 du 8 avril 2010,
Vu la délibération A.P / C.P. n°28 du 8 avril 2011,
Vu la délibération A.P / C.P. n°28 du 23 septembre 2011,
Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,
Vu le projet de budget primitif pour 2012,
Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°28 pour la rénovation du hall des sports est porté à 3 801 030 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013
Crédits de paiement	3 050 000	648 002,98

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°28 est maintenue à 3 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat.

PROJET
Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°26 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°26 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

Article 1 : Le montant de l'autorisation de programme n°26 pour le parvis de l'hôtel de Ville est maintenu à 3 000 000 euros.

Article 2 : Les crédits de paiement sont répartis selon l'échéancier comme suit :

	2012	2013	2014
Crédits de paiement	100 000	150 000	2 750 000

Article 3 : La durée de l'autorisation de programme n°26 est portée à 5 ans.

Article 4 : L'autorisation de programme sera autofinancée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat.

PROJET
Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,
Vu la délibération A.P / C.P. n°22 du 27 mars 2009,
Vu la délibération A.P / C.P. n°22 du 26 septembre 2009,
Vu la délibération A.P / C.P. n°22 du 8 avril 2010,
Vu la délibération A.P / C.P. n°22 du 8 avril 2011,
Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,
Vu le projet de budget primitif pour 2012,
Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : L'autorisation de programme n°22 pour la création d'un centre technique municipal est annulée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu la délibération A.P / C.P. n°27 du 8 avril 2010,

Vu la délibération A.P / C.P. n°27 du 8 avril 2011,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif pour 2012,

Vu le rapport de présentation,

D E L I B E R E :

Article 1 : L'autorisation de programme n°27 pour le développement durable et les énergies renouvelables est annulée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 46

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'OFFICE
PUBLIC DE L'HABITAT**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE PUTEAUX**

L'Office Public de l'Habitat de Puteaux sollicite une subvention municipale destinée au financement d'opérations d'investissement.

La subvention 2012 de 3,3 M€ sera supérieure par son montant à celle accordée en 2011, en raison du programme des travaux établis. En 2012, les phases travaux des opérations d'investissement initiées en 2011 vont débiter nécessitant une mobilisation importante des financements dont la participation de la Commune.

Le programme de travaux s'articule autour de trois axes :

- 1) le programme pluriannuel
 - Divers travaux d'investissements (mise en conformité d'ascenseurs, réfection d'étanchéité de fenêtres, réfection de l'étanchéité des toits terrasses).
- 2) la poursuite des opérations initiées en 2011
 - Opération en accession à la propriété rue Victor Hugo,
 - Financements de projets d'amélioration et de réhabilitation dans diverses résidences (Bernard Palissy, Les Bergères),
 - Création d'un parking dans la résidence Lorilleux,
- 3) les opérations de développement
 - Démarrage de l'opération d'acquisition de logements sociaux sur la ZAC du théâtre

Les dépenses seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet au chapitre 204 du budget primitif 2012 sur le compte 204172 (subventions d'équipement versées aux autres établissements publics locaux) pour un montant de trois millions trois cent mille euros (3 300 000 €).

Il est proposé au Conseil Municipal la décision :

- D'attribuer une subvention d'investissement d'un montant global de trois millions trois cent mille euros (3 300 000 €) à l'Office Public de l'Habitat de Puteaux, afin de mener à bien le programme de travaux envisagé pour l'exercice 2012.

PROJET
LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de budget primitif de l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale formulée par l'Office Public de l'Habitat de Puteaux au titre des différents travaux d'investissement dans les résidences H.L.M. ;

Considérant que ces dépenses ne peuvent être financées intégralement par l'Office Public de l'Habitat de Puteaux ;

Vu le rapport de présentation ;

DELIBERE

ARTICLE PREMIER : Une subvention d'un montant de trois millions trois cent mille euros (3 300 000 €) est accordée à l'Office Public de l'Habitat de Puteaux au titre de l'exercice 2012, en investissement.

ARTICLE 2 : La durée de validité de la subvention correspond à l'exercice budgétaire 2012.

ARTICLE 3 : L'O.P.H. devra présenter un état récapitulatif des dépenses visé du Trésorier ou, à défaut, adresser un ordre de service. Dans cette dernière hypothèse, les dépenses devront être justifiées une fois les travaux terminés.

ARTICLE 4 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet :

- trois millions trois cent mille euros (3 300 000 €) sur le chapitre 204 du budget primitif 2012 sur le compte 204172 (subventions d'équipement versées aux autres établissements publics locaux).

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 47

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

Rapport de la Direction Générale

Attribution d'une subvention au Centre Communal d'Action Sociale

La Ville propose d'ajuster la subvention communale à destination du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) à un montant de quatre millions cent mille euros (4 100 000 €), montant supérieur aux dépenses réalisées en 2011.

La politique du C.C.A.S., pour l'année 2012, est marquée par de nouvelles pratiques professionnelles et modalités d'accompagnement dynamiques qui favorisent l'implication et la participation active de l'utilisateur.

1. L'accompagnement social

Le C.C.A.S. renforce ce mode d'intervention, en lien avec les partenaires, en rendant l'utilisateur, par son adhésion, acteur de son rétablissement ou de son projet, notamment avec :

- la mise en place du dispositif de microcrédit social,
- l'augmentation de l'offre de service : coordination gériatrique (mi-temps à temps plein au 01/01/2012), et recrutement d'une assistante sociale pour le Maintien à domicile,
- le doublement de l'activité de l'épicerie sociale (substitution de l'épicerie à la délivrance de bons alimentaires à compter du 01/02/2012 et accroissement de la durée d'accompagnement).
- le renforcement du partenariat associatif (Croix-Rouge, Rotary Club, Lions Club)

2. La prise en compte du handicap

Le C.C.A.S. propose des solutions à difficultés rencontrées par les personnes handicapées avec :

- En matière de déplacement : l'acquisition d'un nouveau véhicule plus accessible et spécialement aménagé pour le transport des personnes en fauteuil et la mise à disposition de minibus PMR (Personnes à Mobilité Réduite) dans le nouveau marché relatif aux transports en autocars lors des manifestations,
- la professionnalisation des aides à domicile par le biais d'une formation diplômante (aides à la toilette)
- la pérennisation de la journée de sensibilisation au handicap,

- l'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'allocation municipale forfaitaire mensuelle de 150 € (de 7 à 10), pour les personnes ayant une capacité de travail inférieure à 5 %).

3. La lutte contre la solitude

- la mise en place d'un nouveau système de téléassistance dont l'objectif est de proposer un meilleur accompagnement des personnes âgées/handicapées, (améliorations techniques, possibilité de laisser des messages, option détecteur incendie...)
- l'augmentation de l'offre de loisirs en groupe, par le Club 102
- l'activation de réseaux de lien social en partenariat avec les associations (visites à domicile)

En conséquence, pour permettre la réalisation de ces actions, dans le cadre du budget 2012 du C.C.A.S., il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une subvention de quatre millions cent mille euros (4 100 000 €). Cette dépense sera prélevée sur les crédits du budget primitif 2012 de la Ville, Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - Compte 657362 « Subvention de fonctionnement aux organismes publics - C.C.A.S. ».

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant l'organisation et les conditions de fonctionnement des Centres Communaux d'Action Sociale ;

Vu le projet de budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention d'équilibre formulée par le Centre Communal d'Action Sociale de Puteaux au titre de l'exercice 2012 ;

Considérant que le C.C.A.S. de Puteaux poursuit une action générale de prévention et de développement social dans la commune ;

Vu le rapport de présentation ;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de quatre millions cent mille euros (4 100 000 €) est attribuée au Centre Communal d'Action Sociale de Puteaux pour l'exercice 2012.

ARTICLE 2 : Le Maire est chargé de verser ladite subvention sous réserve de la production par l'établissement public d'un dossier justificatif complet.

ARTICLE 3 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65- Autres charges de gestion courante - Compte 657362 - Subvention de fonctionnement au C.C.A.S.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 48

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA CAISSE
DES ECOLES**

Rapport de la Direction Générale

Attribution d'une subvention de fonctionnement

à la Caisse des écoles de Puteaux

Comme chaque année la Caisse des écoles présente une demande de subvention auprès de la commune de Puteaux.

En 2011, la Ville a accordé une subvention de cinq cent cinquante mille euros (550 000 €).

La Caisse des écoles sollicite une subvention d'un montant de cinq cent cinquante mille euros (550 000 €) pour équilibrer son budget primitif 2012.

Les actions menées par la Caisse des écoles auprès des enfants scolarisés sur la commune de Puteaux sont les suivantes :

- la distribution de fournitures scolaires aux enfants inscrits dans tous les niveaux scolaires (de la Petite Section Maternelle au CM2),
- distribution de livres de récompenses en fin d'année scolaire pour tous les niveaux,
- distribution de cadeaux de Noël pour les enfants scolarisés en maternelle,
- distribution de dictionnaires pour les CM2,
- animation de spectacles pendant les distributions précitées,
- achat de fournitures scolaires pour le fonctionnement des établissements scolaires de la commune
- achat de matériel de sport et motricité.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de cinq cent cinquante mille euros (550 000 €) à la Caisse des écoles de Puteaux.
- De prélever la dépense sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012
Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante - Compte – 657361 subvention de fonctionnement aux organismes publics - Caisse des écoles.

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement formulée par la Caisse des écoles de Puteaux au titre de l'exercice 2012 ;

Considérant que la Caisse des écoles de Puteaux a reçu une subvention en 2011 de cinq cent quarante cinq mille euros (550 000 €) ;

Considérant que ladite Caisse des écoles poursuit les objectifs fixés dans ses statuts ;

Vu le rapport ci-annexé ;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de cinq cent cinquante mille euros (550 000 €) est attribuée à la Caisse des écoles de Puteaux.

ARTICLE 2 : Le Maire est chargé de verser ladite subvention sous réserve de la production par la Caisse des écoles d'un dossier justificatif complet.

ARTICLE 3 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante - Compte – 657361 subvention de fonctionnement aux organismes publics - Caisse des écoles.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 49

<p>TAUX DE FISCALITE DIRECTE 2012</p>
--

Fixation des taux de la fiscalité directe locale pour 2012

La fixation des taux de fiscalité directe par le Conseil Municipal ne concerne en 2012 que la taxe d'habitation et les taxes foncières dont les bases prévisionnelles ont été notifiées au cours du mois de mars par les services fiscaux de la façon suivante :

La création de la communauté d'agglomération a eu pour conséquence le transfère à la Communauté d'Agglomération Seine Défense (C.A.S.D.) de la Contribution Economique Territoriale. La Ville ne délibère ainsi plus directement sur la fiscalité professionnelle. La fiscalité versée par la Ville à l'Agglomération est reversée après déduction des charges transférées via l'Attribution de Compensation (A.C.).

La fiscalité de la Ville continue toutefois de reposer principalement sur les entreprises. Le produit de la taxe foncière représente 27,4 M€ et est lié à 80 % au foncier économique.

	Bases 2011 définitives	Bases prévisionnelles 2012	Evolution
- Foncier bâti	298 873 136	306 747 000	2,63 %
- Taxe d'habitation	96 782 660	99 534 000	2,84 %
- Foncier non bâti	129 561	134 500	3,81 %

A taux constants, ces bases prévisionnelles font apparaître un produit fiscal pour l'exercice 2012 de 34 285 787,45 euros.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver pour 2012 les taux fiscaux suivants, qui restent inchangés :

- Taxe d'habitation : 6,91 %
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 8,93 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 11,51 %

La taxe d'habitation resterait ainsi stable pour la sixième année consécutive.

PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts,

Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale,

Vu la loi de finances pour 2012,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 16 février 2012,

Vu l'état fiscal n° 1259 de l'année 2012 présentant les bases prévisionnelles de l'exercice,

Vu le projet de budget primitif 2012,

D E L I B E R E :

Article 1 : Pour 2012, les taux des trois taxes communales restent inchangés et sont fixés comme suit :

- Taxe d'habitation :	6,91 %
- Foncier bâti :	8,93 %
- Foncier non bâti :	11,51 %

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 50

<p>TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES 2012</p>
--

Rapport de la Direction Générale

Fixation du taux

De la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'exercice 2012 et reversement d'une partie du produit de la T.E.O.M. à la C.A.S.D.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (T.E.O.M.) a été instituée de manière à couvrir le coût du service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères.

Ainsi, le taux doit être voté à partir de la notification des bases prévisionnelles 2012 de T.E.O.M., qui s'élèvent à 299 049 174 € en progression de 2,86 %.

Dans le cadre de la création de la Communauté d'Agglomération Seine Défense, la compétence traitements des déchets a été jugée d'intérêt communautaire et a été transférée à la C.A.S.D.. En contrepartie, la Ville reverse annuellement à l'agglomération une partie de la T.E.O.M. perçue. Cette dépense est inscrite au budget et correspond au montant de la contribution sollicitée par le SYELOM auprès de la CASD, soit une dépense estimée à 2,3 M€.

En 2011, la Ville a aménagé une déchetterie rue des Bas Rogers afin de collecter les déchets de la voie publique dont les encombrants.

En 2012, dans le cadre du programme de rénovation de voirie, il est prévu d'intégrer des colonnes enterrées pour le tri sélectif.

L'état annexé au budget primitif permet de mettre en évidence les dépenses et les recettes de ce service à la fois en section de fonctionnement et d'investissement pour une meilleure information.

Bases prévisionnelles	Taux	Produit attendu
299 049 174 €	1,70 %	5 083 836

Avec ce taux, la Ville possède le taux le plus faible du département.

Il est proposé au conseil municipal de voter le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 1,70 % pour 2012 de manière à financer les dépenses liées à cette activité et tel est le premier point de la délibération qu'il vous est proposé d'adopter aujourd'hui.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2224-13 et suivants,

Vu le Code Général des Impôts, notamment les articles 1520 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2010 portant création de la communauté d'agglomération Seine-Défense entre les communes de Courbevoie et Puteaux,

Vu l'état fiscal n° 1259 TEOM de l'exercice 2012,

Vu le projet du budget primitif 2012 et notamment l'annexe relative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

D E L I B E R E

Article 1 : Pour 2012, le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est fixé à 1,70 %.

Article 2 : Dans le cadre du transfert de la compétence traitement des déchets à la Communauté d'Agglomération Seine-Défense, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est partiellement reversée à la Communauté d'Agglomération à hauteur des dépenses de traitement et d'adhésion dues au S.Y.E.L.O.M. sur présentation des justificatifs.

Article 3 : La dépense sera mandatée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 – Chapitre 014 – Compte – 739118 autres versements sur impôts locaux et assimilés.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MERCREDI 11 AVRIL 2012

QUESTION N° 51

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2012

Budget Primitif 2012

Le budget primitif 2012 s'établit en équilibre à 164,1 M€ en section de fonctionnement et à 105,7 M€ en section d'investissement.

- **les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de la section de fonctionnement présentent une progression de 4,3 % par rapport au budget 2011. Cette progression est la conséquence de la réinscription de l'ensemble de la contribution au F.S.R.I.F. sur le budget de la Ville alors qu'une partie était prise en charge par l'agglomération en 2011.

- **Chapitre 011 - Charges à caractère général.**

Le chapitre 011, en progression de 2,9 %, regroupe l'ensemble des dépenses courantes des collectivités : achats de fluides, contrats de prestations de services, opérations de maintenance, entretien des bâtiments et de la voirie.... En 2012, il est prévu la souscription d'une assurance dommages ouvrage pour la construction du conservatoire dont le montant est estimée à 0,4 M€ (cette assurance programmée l'an dernier n'a pas pu être souscrite sur l'exercice 2011).

En 2012, la progression des crédits sur ce chapitre s'explique également par la poursuite de la politique d'externalisation des prestations d'entretien et du portage à domicile des repas.

- **Chapitre 012 - Charges de personnel.**

Les charges de personnel s'inscrivent en diminution de 0,8 % de budget à budget. Cette diminution est la conséquence de processus d'externalisation de l'entretien des bâtiments communaux et du portage à domicile et vient neutraliser en partie l'augmentation des dépenses du chapitre 011. Cette diminution s'effectue malgré l'effet glissement vieillesse technicité (G.V.T.), qui traduit les avancements d'échelons, de grades et de promotions internes.

- **Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante.**

Ce chapitre, qui regroupe notamment les subventions en faveur des associations et des établissements publics (C.C.A.S., Caisse des écoles), est stable de budget à budget.

Les principaux postes de ce chapitre sont :

- La subvention en faveur du C.C.A.S. : 4,1 M€ ;
- Les subventions aux associations et personnes privées : 1,9 M€ ;

- Une participation au titre du contingent incendie pour 0,6 M€ (0,9 M€ en prenant en compte la participation d'investissement).

- **Chapitre 67 - Charges exceptionnelles**

Ce chapitre connaît une forte diminution en raison de l'inscription sur l'exercice 2011 de crédits pour des évictions commerciales programmées sur la ZAC des Bergères et le transfert à la C.A.S.D. de l'excédent de fonctionnement constaté à la clôture du budget annexe d'assainissement 2010. En 2012, le montant des évictions s'inscrit fortement en baisse à 0,4 M€.

- **Chapitre 68 - Dotations aux provisions**

Le montant des provisions programmées en 2012 est quasi nul. Les écritures de provisions ont été rendues obligatoires depuis 2006 et sont susceptibles de varier fortement d'un exercice à l'autre.

- **Chapitre 014 - Atténuation de produits**

L'évolution de ce chapitre par rapport au budget 2011 est difficilement lisible en raison d'une réforme de la nomenclature comptable, qui a modifié les comptes d'imputation de certaines prestations, et d'une réforme de la péréquation organisée par la Loi de finances pour 2012.

Cette loi de finances a créé un fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (F.P.I.C.). Ce fonds s'articulera avec le F.S.R.I.F., qui est maintenu mais dont le calcul est modifié. Le F.P.I.C. concerne le budget intercommunal, le F.S.R.I.F. celui de la Ville.

Le nouveau dispositif a prévu des mécanismes de plafonnement. Le cumul des contributions aux deux fonds est limité à 10 % des ressources fiscales du territoire.

En 2012, la contribution directe de la Ville au F.S.R.I.F. passe ainsi de 5,8 M€ à 12,2 M€.

Ces données sont susceptibles d'être révisées à l'occasion d'un diagnostic du système de péréquation, qui est programmé pour la fin de l'année 2012.

Année	Budget Ville FSRIF	Budget CASD FSRIF part Puteaux	Budget CASD FPIC part Puteaux	Total
2010	18 M€	-	-	18 M€
2011	5,8 M€	11,8 M€	-	17,6 M€
2012	12,2 M€	-	0,8 M€	13,0 M€

Figurent également sur ce chapitre, le reversement à la C.A.S.D. d'une partie de la T.E.O.M. correspondant au coût du traitement des déchets facturé par le S.Y.E.L.O.M. (2,3 M€) et le reversement au Conseil Général de la taxe additionnelle sur la taxe de séjour (52 K€).

- **Les recettes de fonctionnement**

Les recettes réelles de fonctionnement sont en progression de 9,5 % par rapport au budget 2011. Cette hausse est la contrepartie de la réinscription sur le budget de la Ville de la contribution au F.S.R.I.F.. L'attribution de compensation reversée à la Ville par l'agglomération n'est plus diminuée du montant de cette contribution.

La création de la C.A.S.D. s'est traduite par le transfert à l'Agglomération du produit de la fiscalité professionnelle et de la part salaires, qui composait l'essentiel de la D.G.F., en contrepartie et une fois déduites les dépenses transférées, la Ville perçoit une attribution de compensation (A.C.).

Les charges transférées concernent à ce jour la participation à DEFECTO (2,7 M€) et la contribution au S.Y.E.L.O.M. (2,3 M€) pour le traitement des déchets. Le coût de cette dernière compétence est neutralisé par le transfert de recettes équivalentes provenant de la T.E.O.M..

Les recettes de fonctionnement se regroupent en trois grandes catégories, la fiscalité, les participations de l'Etat et d'autres organismes et les recettes ayant pour origine les services à la population.

- Avec la création de la Communauté d'Agglomération, la fiscalité fait désormais l'objet en grande partie d'une redistribution via l'attribution de compensation.

Depuis 2011, la Ville vote les taux et perçoit directement les recettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sur le bâti et le non bâti. L'évolution des bases d'imposition notifiées par les services fiscaux font progresser le produit des impôts locaux de plus de 2,7% pour un produit de 34,28 M€.

Le projet de budget intègre une stabilité du taux de la T.E.O.M. à 1,70 %. Ce taux est le plus faible des communes des Hauts-de-Seine.

L'introduction par le Conseil Municipal de la taxe de séjour sur le territoire de la Ville est effective depuis le 1^{er} janvier 2010. Les recettes de cette nouvelle taxe sont estimées à 550 000 € par an.

Les recettes de la taxe additionnelle aux droits de mutation sont attendues à 5 M€.

- Les recettes venant des activités proposées aux Putéoliens et de l'occupation du domaine public (chapitre 70) sont en baisse de 1,8 % en raison de l'inscription à titre exceptionnel en 2011 du remboursement par l'O.P.H. des travaux de vidéoprotection réalisés à son bénéfice.

Section d'investissement :

- **Les dépenses d'investissement**

Deux catégories d'opérations sont inscrites en section d'investissement : les opérations pluriannuelles d'investissement déjà votées à reprendre sur le budget 2012 et les opérations d'investissement réalisées sur l'année.

Les principales opérations pluri-annuelles sont présentées en A.P. / C.P.. Elles font l'objet d'une annexe spécifique au budget primitif. Le vote en A.P. / C.P. permet d'individualiser les

principales opérations d'investissement ce qui accroît la transparence financière. Aucune nouvelle A.P. / C.P. n'est proposée en 2012.

- **Les recettes d'investissement**

Les recettes de cette section sont constituées des subventions d'investissement et des dotations et réserves.

Au fur et à mesure des notifications des subventions d'investissement pour les opérations de travaux de la Ville, celles-ci font l'objet d'engagement puis de reports de crédits sur l'exercice suivant.

En 2012, 840 K€ de subventions notifiées ont fait l'objet de reports (dont 0,44 M€ de la CAF pour la réalisation de la crèche des Oursons).

En 2012, le budget intègre des recettes liées à la cessions d'immobilisations financières qui arrivent à échéance pour 36,6 M€ et des cessions immobilières pour 10,9 M€.

S'agissant des dotations, outre deux taxes d'urbanisme (3,6 M€), ces recettes sont issues du F.C.T.V.A. (5,6 M€).

L'équilibre du B.P. 2012 a été réalisé sans recours à l'emprunt. Il comprend en recettes l'excédent net du compte administratif 2011, qui s'élève à 14 929 206,16 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le budget principal 2012, strictement équilibré en dépenses et en recettes comme il suit :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement :	164 110 359,00 euros	164 110 359,00 euros
Section d'investissement :	105 682 925,38 euros	105 682 925,38euros

PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu l'instruction comptable et budgétaire M14 n° 97-119 du 24 novembre 1997,

Vu la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales,

Vu les orientations budgétaires pour l'exercice 2012 présentées au Conseil Municipal du 16 février 2012,

Vu le projet de budget primitif 2012 ci-annexé,

DELIBERE

Article 1 : Adopte le budget primitif 2012 strictement équilibré en dépenses et en recettes :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement :	164 110 359,00 euros	164 110 359,00 euros
Section d'investissement :	105 682 925,38 euros	105 682 925,38euros

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat